



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
28 mai 2025
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité contre la torture

**Renseignements reçus de l'Autriche au sujet
de la suite donnée aux observations finales
concernant son septième rapport périodique***

[Date de réception : 15 mai 2025]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



I. Introduction

1. L'Autriche fournit ci-après, comme l'a demandé le Comité, des renseignements au sujet de la suite donnée aux recommandations prioritaires de celui-ci (voir par. 19, 25 a) et 39). Elle saisit cette occasion pour communiquer également des renseignements sur d'autres recommandations formulées par le Comité au sujet de son septième rapport.

II. Renseignements sur la suite donnée aux observations finales (CAT/C/AUT/CO/7)¹

Statut juridique de la Convention

Renseignements concernant les paragraphes 8 et 9

2. Prière de se référer aux commentaires figurant aux paragraphes 18 et 19 concernant le réseau de coordonnateurs des droits de l'homme.

Définition et incrimination de la torture

Renseignements concernant les paragraphes 10 et 11

3. La peine de base prévue par le Code pénal (*Strafgesetzbuch*) pour des infractions d'une telle gravité est une peine d'emprisonnement pouvant aller d'un à dix ans. Cette peine s'applique, par exemple, dans les cas d'agression entraînant la mort (art. 86 du Code pénal), de vol (art. 142 du Code pénal) ou d'agression sexuelle grave sur une personne de moins de 14 ans (art. 206 du Code pénal). La durée de la peine applicable étant variable, les tribunaux peuvent rendre des décisions aussi adaptées que possible aux faits de l'espèce, ce qui témoigne de l'indépendance de l'appareil judiciaire.

4. En outre, l'article 39a (par. 2, al. 4) du Code pénal prévoit qu'une peine minimale d'emprisonnement de deux ans peut être prononcée en lieu et place d'une peine minimale d'emprisonnement d'un an lorsque l'auteur a commis l'infraction intentionnellement en recourant à la violence ou en proférant des menaces inquiétantes dans les circonstances énoncées dans cet article.

5. Les dispositions relatives à la détermination de la peine énoncées aux articles 32 et suivants du Code pénal doivent être prises en considération. Conformément à l'article 32 du Code, la peine est déterminée sur la base de la culpabilité de l'auteur. Au moment de se prononcer, le tribunal doit prendre en considération les circonstances aggravantes (art. 33 du Code pénal) et les circonstances atténuantes (art. 34 du Code pénal), à condition que ces circonstances ne constituent pas des éléments de l'infraction, et tenir dûment compte des incidences que la peine et les autres conséquences prévisibles de l'infraction auraient sur la vie future de l'auteur au sein de la société. Une attention particulière doit être accordée à la mesure dans laquelle l'infraction est le reflet d'une attitude hostile ou indifférente de l'auteur à l'égard des intérêts protégés par la loi et à la question de savoir si l'infraction peut être imputée à des facteurs et des motifs externes susceptibles d'amener une autre personne liée auxdits intérêts à commettre la même infraction. Au titre de l'article 32 (par. 3) du Code pénal, de manière générale, la peine appliquée est plus sévère lorsque le dommage ou le préjudice dont l'auteur est tenu responsable est important ou, si l'auteur n'a pas causé le dommage ou le préjudice en question, mais en est néanmoins reconnu coupable, lorsqu'il a violé des obligations en vigueur, qu'il a planifié et préparé l'infraction, qu'il a agi de manière inconsidérée et qu'il lui aurait été facile de prévenir l'infraction.

6. Les circonstances aggravantes et les circonstances atténuantes sont énumérées de manière non exhaustive aux articles 33 et 34 du Code pénal. Les circonstances aggravantes comprennent, par exemple, le fait que l'auteur a agi pour des raisons racistes ou xénophobes ou d'autres motifs particulièrement répréhensibles, en prenant pour cible, en particulier, un des groupes de personnes énumérés à l'article 283 (par. 1, al. 1) du Code pénal

¹ Adoptées par le Comité à sa soixante-dix-neuvième session (15 avril-10 mai 2024).

(c'est-à-dire un groupe de personnes défini en fonction de caractéristiques existantes ou manquantes liées à la race, à la couleur de la peau, à la langue, à la religion ou l'idéologie, à la nationalité, à l'ascendance ou à l'origine nationale ou ethnique, au genre, au handicap, à l'âge ou à l'orientation sexuelle) ou un membre d'un de ces groupes précisément en raison de son appartenance au groupe en question (art. 33 (par. 1, al. 5) du Code pénal), le fait que l'auteur a agi pour des motifs touchant l'extrémisme religieux (art. 33 (par. 1, al. 5a) du Code pénal) ou le fait que l'auteur a agi avec malveillance, avec cruauté ou d'une manière particulièrement atroce à l'égard de la victime (art. 33 (par. 1, al. 6) du Code pénal).

7. Ainsi, le Code pénal garantit que les actes de torture sont punis par des peines adaptées qui tiennent compte de la gravité des faits, conformément à l'article 4 (par. 2) de la Convention.

Prescription

Renseignements concernant les paragraphes 12 et 13

8. Les délais de prescription ne sont pas fixés en fonction de l'infraction commise, mais sont liés aux peines prévues dans la partie générale du Code pénal.

9. Les délais de prescription d'une peine pénale (art. 57 (par. 1 et 3) du Code pénal) pour infraction de torture (art. 312a du Code pénal) sont les suivants :

- Article 312a (par. 1) du Code pénal (peine d'emprisonnement d'un à dix ans) : cinq ans
- Article 312a (par. 2) du Code pénal, premier cas (peine d'emprisonnement de cinq à quinze ans) : dix ans
- Article 312a (par. 2) du Code pénal, deuxième cas (peine d'emprisonnement de dix à vingt ans ou réclusion criminelle à perpétuité) : pas de prescription

10. Il n'y a pas de prescription si la torture a entraîné la mort de la victime. Toutefois, au bout d'une période de vingt ans, une peine de réclusion criminelle à perpétuité est remplacée par une peine d'emprisonnement de dix à vingt ans (art. 57 (par. 1) du Code pénal). Le délai dans lequel les peines doivent être exécutées est lié à la durée de la peine privative de liberté imposée par le jugement rendu (art. 59 du Code pénal).

11. Le système autrichien de prescription repose sur des considérations juridiques de principe fondamentales et raisonnables : l'une des principales raisons est que plus long est le temps écoulé depuis la commission de l'infraction, moins la nécessité d'une sanction se fait sentir. Les aspects préventifs particuliers consistant à éviter les infractions futures à la loi passent à l'arrière-plan si l'infraction a été suivie d'une longue période de bonne conduite, de même que les aspects préventifs généraux perdent de leur importance à mesure que s'estompe le souvenir de l'infraction. Il y a également des éléments de procédure à prendre en considération : en dépit de l'évolution rapide des techniques médico-légales, les preuves sont plus difficiles à présenter longtemps après la commission de l'infraction et les erreurs d'appréciation sont davantage susceptibles de se produire que si le jugement a été rendu peu de temps après celle-ci². De plus, le droit pénal autrichien vise d'une manière générale à empêcher l'État d'engager des poursuites pénales pour une durée indéterminée. Aussi l'article 9 du Code de procédure pénale (*Strafprozessordnung*) énonce-t-il une prescription de portée générale tendant à accélérer la procédure pénale. Il incombe à la partie poursuivante de conduire celle-ci d'une façon efficace et économique compte tenu de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme³.

12. Il est également à noter que l'article 58 du Code pénal prévoit de nombreux cas de prolongation du délai de prescription. Lorsque, par exemple, l'auteur d'une infraction commet pendant le délai de prescription un autre acte de malveillance analogue, le délai de prescription n'expire que lorsque celui qui correspond à la nouvelle infraction a lui-même expiré.

² Marek dans *Höpfel/Ratz*, WK² StGB Vor §§ 57-60 Rz 3.

³ *Schallmoser* dans SbgK observations préliminaires concernant les articles 57 à 60, marge n° 14.

13. On voit que l'Autriche a mis en place un système de prescription équilibré et parfaitement coordonné, qui prévoit également des délais de prescription appropriés pour l'infraction de torture.

Garanties juridiques fondamentales

Renseignements concernant les paragraphes 14 et 15

14. Le Ministère de la justice a mis en place, en collaboration avec le barreau autrichien, un service de garde (*Verteidigungsnotruf*) permettant aux accusés arrêtés et aux personnes immédiatement soumises à un interrogatoire de contacter un avocat pendant le premier interrogatoire et leur garde à vue en attendant qu'une décision soit prise concernant la (première) détention avant jugement.

15. En principe, le service de garde permet toujours aux intéressés d'avoir un premier entretien, gratuit, avec un avocat, puis, selon les faits de l'espèce, un entretien téléphonique ou une consultation à la demande de l'accusé ; en cas de besoin, une représentation juridique lors d'une audience conformément à l'article 164 du Code de procédure pénale (généralement devant la Division de la police judiciaire) ou à l'article 174 (par. 1) du même Code (devant un tribunal, concernant le placement en détention provisoire), ainsi que les autres actions nécessaires pour préparer une défense appropriée (comme la demande de désignation d'un avocat commis d'office à présenter au tribunal). À l'exception de l'entretien initial, qui est gratuit, le service de garde à la disposition des accusés arrêtés et des personnes immédiatement soumises à un interrogatoire est généralement payant, à moins que l'accusé ne puisse pas assumer ces frais pour des raisons qui sont également en rapport avec l'octroi de l'aide juridique (art. 61 (par. 2) du Code de procédure pénale), l'impossibilité d'assister à l'audience prévue (art. 174 (par. 1) du Code de procédure pénale) ou, plus généralement, toutes les actions relevant de la compétence du service de garde menées pour les accusés ayant besoin d'une protection (art. 61 (par. 2, al. 2) du Code de procédure pénale).

16. L'article 164 (par. 2) du Code de procédure pénale, en vertu duquel un interrogatoire pouvait se dérouler dès l'instant que l'attente de l'arrivée de l'avocat aurait entraîné une prolongation indue, a été abrogé⁴.

Formation

17. La législation sur la détention et la protection juridique s'inscrit dans la formation initiale des futurs juges et procureurs. Elle constitue un élément central de l'examen auquel ils doivent réussir avant de prendre leurs fonctions. De plus, de nombreuses activités de formation continue en droit pénal permettent de traiter régulièrement et à fond le cadre juridique régissant la détention et les droits des personnes faisant l'objet de poursuites pénales.

18. Le programme de formation de base de la police et le programme de formation des cadres intermédiaires utilisent une approche interdisciplinaire dans le domaine des droits des personnes détenues. On trouvera dans l'annexe I une description détaillée des domaines dans lesquels des modules de formation sont proposés à ce personnel.

Collège autrichien des médiateurs

Renseignements concernant les paragraphes 16 et 17

19. L'indépendance du Collège des médiateurs est garantie par le droit constitutionnel. Pendant leur mandat de six années renouvelable, les trois membres du Collège ne peuvent pas être démis de leurs fonctions ou destitués. Leur élection par le Parlement garantit leur légitimité démocratique. En vue de cette élection, chacun des trois plus grands partis politiques représentés au Parlement a le droit de proposer la candidature d'un membre du Collège. Dans la pratique, cela garantit le droit de l'opposition de proposer la candidature

⁴ Journal officiel fédéral I n° 34/2024.

d'au moins un membre. Le Collège dispose d'un budget propre ; avec le temps, ses ressources humaines et financières ont été sensiblement accrues pour renforcer encore son indépendance. En mars 2022, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme a accrédité le Collège autrichien des médiateurs en tant qu'institution nationale des droits de l'homme et lui a accordé le statut « A » pour les cinq années suivantes, attestant ainsi la pleine conformité de cette institution avec les Principes de Paris.

Surveillance des lieux de détention – recommandation prioritaire

Renseignements concernant les paragraphes 18 et 19

Application sur le plan légal de la recommandation en droit autrichien

20. La recommandation 19 vise à ce que l'État Partie prenne toutes les mesures nécessaires pour garantir l'application effective des recommandations formulées par le Collège des médiateurs dans le cadre de ses activités de surveillance et en assurer le suivi en tant que mécanisme national de prévention.

21. L'article 148c de la loi constitutionnelle fédérale autrichienne (*Bundesverfassungsgesetz*) dispose d'une manière générale que l'application des recommandations formulées par le Collège des médiateurs en ce qui concerne l'administration fédérale doit être conforme à ces recommandations dans le délai que la loi fédérale fixe et dont le Collège est informé ; si tel n'est pas le cas, l'État doit indiquer par écrit les raisons pour lesquelles une recommandation n'a pas été appliquée (« se conformer ou expliquer »). L'article 6 de la loi de 1982 sur le Médiateur (*Volksanwaltschaftsgesetz*) fixe le délai en question à huit semaines. Ces dispositions relatives aux recommandations du Collège des médiateurs s'appliquent d'une manière générale au secteur de l'administration fédérale ; sont donc concernées aussi bien les recommandations du Collège portant sur les abus administratifs dans l'administration fédérale que celles qui relèvent du contrôle préventif (« mécanisme national de prévention ») conformément à l'article 3 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'article 148a (par. 3) de la loi constitutionnelle fédérale décrit en détail les tâches qui incombent au Collège des médiateurs en tant que mécanisme national de prévention.

22. Selon la structure fédérale de l'administration autrichienne, les régions fédérées peuvent décider librement de mettre en place un système de contrôle des abus administratifs pouvant y être commis, auquel cas elles peuvent investir le Collège des médiateurs de cette responsabilité ou créer leurs propres institutions. En vertu de l'article 148i de la loi constitutionnelle fédérale, elles sont tenues de créer un mécanisme de contrôle préventif conformément à l'article 3 du Protocole facultatif susvisé pour leur administration. Pour remplir cette obligation, elles ont le choix entre deux possibilités : elles peuvent confier la responsabilité de leur administration au Collège (art. 148i (par. 1) de la loi constitutionnelle fédérale) ou créer chacune leur propre institution analogue qui devrait remplir des obligations de notification et aurait la possibilité de formuler des recommandations (art. 148i (par. 3) de la même loi). S'agissant du contrôle préventif au sens de l'article 3 du Protocole facultatif, la possibilité de formuler des recommandations qui entraînent une obligation de réponse (art. 148c de la même loi) doit être obligatoirement prévue afin de satisfaire aux exigences dudit Protocole.

23. Toutes les régions fédérées ont rempli cette obligation en confiant au Collège des médiateurs la responsabilité des missions d'un mécanisme national de prévention en ce qui concerne leur administration. Le statut juridique de ce mécanisme prévoit la possibilité de formuler des recommandations qui entraînent une obligation de réponse (c'est le principe « se conformer ou expliquer », appliqué conformément à l'article 148c de la loi constitutionnelle fédérale pour l'administration fédérale).

24. En résumé, l'administration fédérale et les administrations des régions fédérées sont désormais juridiquement habilitées à assurer un suivi efficace des recommandations du Collège des médiateurs en matière de contrôle préventif, conformément à l'article 3 du Protocole facultatif. Il s'ensuit que les Directives concernant les mécanismes nationaux de prévention adoptées par le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT/OP/12/5) mentionnées par le Comité contre la torture sont pleinement respectées.

Application pratique de la recommandation en Autriche

25. Dans la pratique, la coopération régulière et structurée entre ce qu'il est convenu d'appeler les coordonnateurs des droits de l'homme des ministères fédéraux et ceux des régions fédérées joue un rôle essentiel. Créé en 1999 en application d'une décision du Conseil des ministres, ce réseau prévoit la désignation d'un coordonnateur des droits de l'homme dans chaque ministère fédéral et à l'Office du gouvernement de chaque région fédérée. Ces experts sont chargés de mener des actions de sensibilisation en matière de droits de l'homme dans leurs domaines d'intervention. Le réseau aide également à établir les rapports nationaux au titre des différents instruments relatifs aux droits de l'homme et de la suite donnée à leur examen ; on voit que la mise en œuvre des obligations internationales en matière de droits de l'homme est organisée et accompagnée. De même, les recommandations du Collège et leur application sont régulièrement examinées lors des réunions du réseau, généralement semestrielles, ainsi que dans le cadre d'une coopération numérique et écrite permanente. En règle générale, les coordonnateurs des droits de l'homme de la Chancellerie fédérale et du Ministère fédéral des affaires européennes et internationales organisent une fois par an une rencontre entre tous les coordonnateurs des droits de l'homme et les représentants de la société civile afin de faciliter un dialogue régulier et structuré avec celle-ci, mais aussi en son sein. Le Collège des médiateurs participe également à ces réunions.

26. Enfin, il convient également de mentionner le Conseil consultatif des droits de l'homme (*Menschenrechtsbeirat*) mis en place auprès du Collège des médiateurs. Cet organe consultatif se compose de représentants de la société civile, des ministères fédéraux et des régions fédérées. Il sert de cadre à un dialogue structuré entre les autorités et la société civile, et il donne des avis au Collège et échange des informations avec les commissions de ce dernier.

Application pratique des recommandations au sein des ministères fédéraux concernés

27. Le contrôle préventif exercé par le mécanisme national de prévention, en particulier, par les commissions pluridisciplinaires du Collège des médiateurs, est considéré comme une occasion de procéder à un échange d'opinions intensif. Le discours sur les droits de l'homme est approfondi à tous les niveaux à l'aide des visites et des observations des commissions et, ultérieurement, des notifications écrites du Collège des médiateurs.

28. Il est constamment demandé aux ministères fédéraux de répondre aux questions du mécanisme national de prévention et de faire face aux critiques, de tenir compte des suggestions et recommandations qui leur sont adressées et, au besoin, d'appliquer ces dernières. Les critiques, mais aussi les réactions à propos des succès obtenus, par exemple, sont autant d'informations importantes sur l'impact des activités des services de sécurité et, de ce fait, stimulent de façon productive la réflexion sur l'organisation et le développement de ces services. Le débat final tenu par les commissions du Collège des médiateurs apparaît également revêtir une importance particulière. Ces débats sensibilisent directement aux prescriptions en matière de droits de l'homme, qui auraient moins d'effets dans le cadre d'une correspondance écrite portant sur les attentes des commissions.

29. Les rapports annuels sur les activités de surveillance des droits de l'homme menées par le Collège des médiateurs à des fins de prévention que celui-ci adresse au Conseil national et au Conseil fédéral contiennent également des recommandations, mais ce ne sont pas des recommandations au sens de l'article 148c de la loi constitutionnelle fédérale. Ces déclarations, souvent appelées recommandations, font l'objet de discussions continues (y compris par l'échange de communications écrites) avec le mécanisme national de prévention et sont appliquées lorsque cela est possible et nécessaire.

30. Les suggestions et recommandations du Collège concernant le Ministère fédéral de l'intérieur font toujours l'objet d'une évaluation des faits sous-jacents et d'un examen technique des possibilités d'application. Les suggestions, questions, critiques ou recommandations sont reçues et examinées par le Département des droits fondamentaux et des droits de l'homme de ce ministère et transmises aux départements spécialisés concernés avant que le Collège ne soit informé en retour ou que le dialogue ne se poursuive. Il en va de même pour la synthèse annuelle présentée dans le rapport sur les activités de surveillance des droits de l'homme menées par le Collège à des fins de prévention que celui-ci adresse au Conseil national et au Conseil fédéral.

31. Par la suite, il est souvent donné effet aux suggestions et recommandations dans le cadre des processus en cours.

32. En outre, le Ministère de l'intérieur et le Collège des médiateurs ont organisé et continuent d'organiser régulièrement des réunions de travail qui ont largement contribué à approfondir l'examen de différentes questions et à les clarifier à la faveur d'un dialogue actif, axé sur les objectifs et constructif, ce qui a manifestement permis d'assurer un échange rapide et non bureaucratique d'informations entre le Collège et le Ministère. Cette forme de coopération est une pratique optimale dans le domaine de la protection préventive des droits de l'homme.

33. Les suggestions et recommandations que le Collège formule en tant que mécanisme national de prévention en ce qui concerne le Ministère fédéral de la justice sont également reçues au niveau central et transmises aux départements spécialisés concernés pour examen technique des possibilités d'application.

34. Le respect des normes en matière de droits de l'homme est pour l'Administration pénitentiaire une préoccupation essentielle et indiscutée. Aussi s'emploie-t-elle sans relâche à améliorer et à moderniser les conditions de détention. Du fait de ses connaissances spécialisées dans le domaine des droits de l'homme (les exemples les plus récents concernent le groupe de travail sur la détention des mineurs et le groupe de travail sur la situation de crise en matière d'exécution des mesures et peines privatives de liberté), le Collège est toujours associé à ces efforts et un bon échange d'informations est assuré à cet égard. Toutefois, des ressources financières et humaines limitées ne permettent pas toujours d'appliquer rapidement les recommandations dans leur intégralité.

35. On trouvera à l'annexe I les mesures exactes prises par les ministères concernés au sujet de la recommandation formulée par le Collège des médiateurs (en particulier le rapport officieux le plus récent).

Asile et non-refoulement

Renseignements concernant les paragraphes 20 et 21 a)

36. La loi sur l'extradition et l'entraide judiciaire garantit de manière suffisante que nul ne peut être extradé vers un autre État où il y a de sérieuses raisons de croire que la personne concernée risquerait d'être soumise à la torture (art. 19 et 13).

Renseignements concernant le paragraphe 21 b)

37. La rapidité et la qualité des procédures d'asile sont pour l'Autriche l'un des principaux objectifs à atteindre. L'Office fédéral de l'immigration et de l'asile (*Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl*) s'attache en particulier à accélérer les procédures, notamment pour les demandeurs d'asile provenant de pays d'origine sûrs. En 2023, la durée moyenne des procédures d'asile a été de 5,5 mois en dépit d'une charge de travail élevée, car un grand nombre de demandes concernant des nationalités peu concernées par la procédure d'asile ont pu être traitées rapidement. Il y a bien eu une forte baisse du nombre de demandes d'asile en 2024, mais il a fallu traiter des demandes plus complexes déposées par des personnes provenant de pays nécessitant un examen plus approfondi, ce qui a porté à 7,8 mois environ la durée moyenne des procédures. Dans ce contexte, l'augmentation de l'effectif de l'Office fédéral est une mesure importante si l'on veut continuer de réduire autant qu'il est possible la durée des procédures tout en maintenant la qualité du traitement des demandes.

Renseignements concernant le paragraphe 21 c)

38. En ce qui concerne la prise en charge par l'État fédéral des étrangers ayant besoin d'une assistance et d'une protection, toutes les mesures nécessaires sont prises pour leur fournir des soins suffisants et adaptés à leurs besoins et repérer dès que possible leurs vulnérabilités. La procédure d'admission (initiale) en trois parties déjà en place qui leur permet de faire appel au Service d'aide sociale de base (*Bundesgrundversorgung*) dans les 72 heures qui suivent leur arrivée sert à constater ces vulnérabilités.

39. Cette procédure consiste en un examen médical initial effectué par un médecin et un personnel médical spécialisé, un entretien individuel et un entretien d'accueil (conduit par un groupe si nécessaire). Dans toute la mesure possible, les entretiens sont conduits dans la langue maternelle de l'intéressé(e), dont le genre est pris en considération. Cette phase sert notamment à préciser l'état psychologique et, par exemple, il est indiqué aux personnes ayant pu être victimes de la traite qu'elles peuvent solliciter l'appui de centres de conseil spécialisés (comme l'association LEFÖ).

40. Si le besoin d'un soutien accru se fait sentir pendant cette évaluation initiale ou par la suite, le Service d'aide sociale de base fournira un logement dans un centre de soutien spécialisé. En outre, les documents d'information établis par les centres de conseil à l'intention des victimes potentielles de la traite des personnes sont fournis en plusieurs langues dans les centres fédéraux de soutien (LEFÖ, MenVia). Si, par la suite, des besoins spéciaux en matière de logement se font sentir dans un centre d'une région fédérée, ces besoins sont précisés et les mesures appropriées sont prises.

41. La prise en charge de base donne également accès aux soins médicaux moyennant le versement de cotisations au régime d'assurance maladie. Au demeurant, les étrangers ayant besoin d'une assistance et d'une protection disposent d'un droit d'accès intégral au système de santé (dans les mêmes conditions que les citoyens autrichiens).

42. L'Organisme fédéral des services d'accueil et de soutien coopère étroitement avec les associations, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales spécialisées dans la lutte contre la traite et la violence fondée sur le genre (LEFÖ, MenVia, Drehscheibe, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Agence de l'Union européenne pour l'asile, FEM Süd, par exemple). Dans le cadre de cette coopération, des modules de formation conjointe sont dispensés aux agents de l'Organisme fédéral susvisé, et l'éventail des services disponibles est constamment élargi pour qu'ils puissent repérer le plus tôt possible les victimes potentielles et leur fournir un soutien adéquat.

Renseignements concernant le paragraphe 21 e)

43. La loi portant création de l'Organisme fédéral des services d'accueil et de soutien des demandeurs d'asile et la loi sur l'Office fédéral de l'immigration et de l'asile ont été modifiées⁵ afin de garantir la pleine indépendance des services de conseil juridique et de représentation fournis aux demandeurs d'asile par ledit organisme, conformément à la décision de la Cour constitutionnelle⁶.

Renseignements concernant le paragraphe 21 f)

44. Depuis 2021, les services de conseil juridique en première instance sont assurés par l'Organisme fédéral des services d'accueil et de soutien des demandeurs d'asile. Les étrangers peuvent bénéficier d'une aide juridique gratuite dans les procédures engagées par l'Office fédéral de l'immigration et de l'asile, sous réserve de la possibilité de l'assurer dans les faits. Ils peuvent ainsi se faire assister d'un interprète et obtenir des conseils sur les perspectives offertes par la procédure d'asile. Si aucun service de conseil juridique n'est prévu, des informations juridiques et procédurales doivent être fournies gratuitement au ressortissant étranger à sa demande.

Renseignements concernant le paragraphe 21 g)

45. En vertu de l'accord sur l'aide sociale de base (*Grundversorgungsvereinbarung*, art. 15a de la loi constitutionnelle fédérale), l'aide sociale de base relève de la responsabilité conjointe du Gouvernement fédéral et des gouvernements des régions fédérées. Dans le cadre

⁵ Journal officiel fédéral I n° 134/2024.

⁶ Décision n° G 328/2022 du 14 décembre 2023.

de la procédure d'autorisation, le Gouvernement fédéral assure l'hébergement dans un centre de prise en charge fédéral (*Grundversorgungsgesetz – Bund 2005*, art. 2). La procédure une fois autorisée, la responsabilité est transférée aux services d'aide sociale de base des régions fédérées. On voit que tous les étrangers ayant besoin d'une aide et d'une protection sont dans un premier temps hébergés et pris en charge dans des centres fédéraux. Ce n'est qu'une fois une « affectation » individuelle décidée par voie d'accord entre le Gouvernement fédéral et les régions fédérées concernées (*GVG-Bund*, art. 6) qu'ils sont hébergés dans les structures de ces dernières. Il s'agit de répartir ces personnes de façon proportionnelle à l'effectif de la population d'accueil (art. 1 (par. 4) de l'accord sur l'aide sociale de base). Il y a lieu de noter que le Gouvernement fédéral est tenu d'héberger les étrangers mineurs et que des mois peuvent s'écouler avant qu'ils puissent être pris en charge par les centres des régions fédérées (selon le nombre de places disponibles et les quotas à remplir). Il n'existe pas de réglementation particulière en matière de tutelle pour les étrangers mineurs non accompagnés. La protection sociale des jeunes relève de la responsabilité des régions fédérées. Conformément à l'article 207 du Code civil, l'organisme de protection des enfants et des jeunes de la région fédérée dans laquelle un mineur est arrêté assume la garde de ce dernier ; c'est la raison pour laquelle l'article 12 (par. 4) de la loi sur la police des étrangers (*Fremdenpolizeigesetz 2005*) dispose que l'organisme en question doit être contacté immédiatement en cas d'arrestation d'un étranger mineur non accompagné.

46. L'organisme de protection des enfants et des jeunes responsable est informé de l'arrivée d'un étranger mineur non accompagné dans un centre de prise en charge fédéral. Dans le cadre de l'application de la directive relative à l'accueil⁷, un représentant provisoire ou un représentant des mineurs non accompagnés devra être nommé dans un délai de quinze jours, conformément à l'article 27. Cette personne peut représenter jusqu'à 30 mineurs ; dans les situations où le nombre de demandes d'asile est disproportionné, elle peut avoir à s'occuper de 50 mineurs. Le Ministère de la justice et le Ministère de l'intérieur se consultent en permanence à cet égard.

47. Il existe une exception à la prise en charge partielle en ce qui concerne les services d'un conseil dans les procédures d'immigration et d'asile (*BFA-Verfahrensgesetz*, art. 16). Si un étranger mineur non accompagné dépose une demande de protection internationale, le conseiller juridique responsable devient le représentant légal conformément à l'article 49 de la loi susvisée (art. 10 (par. 3 et 6)), et ce dès l'arrivée du mineur dans un centre de premier accueil, un bureau régional ou un bureau local. Ce représentant reste sur place jusqu'à son transfert à l'organisme de protection des enfants et des jeunes responsable une fois que la procédure a été autorisée et que l'enfant a été affecté à un centre de prise en charge d'une région fédérée (art. 10 (par. 3 et 6) de la loi susvisée).

48. En ce qui concerne la prise en charge et l'éducation ainsi que les autres services de représentation juridique et la gestion des biens, les enfants séparés n'ont initialement pas de tuteur de plein droit. Toutefois, une fois qu'un étranger mineur non accompagné a été affecté à un centre d'aide sociale de base d'une région fédérée, l'autorité locale compétente (organisme de protection des enfants et des jeunes) lui demande immédiatement d'assumer la garde de ce mineur conformément aux dispositions générales du droit civil (art. 209 et 211 du Code civil). En attendant que le tribunal local se prononce, la garde en termes de prise en charge et d'éducation est assumée dans les faits et légalement par ladite autorité (art. 211 du Code civil).

49. Il est fait une exception aux dispositions générales relatives à la répartition décrites plus haut dans le cas des mineurs non accompagnés non émancipés. S'ils sont arrêtés à Vienne, ils sont placés dans un centre de crise du Service de protection des enfants et des jeunes de Vienne, et leur prise en charge et leur éducation relèvent dans les faits et légalement de la ville de Vienne (art. 211 du Code civil), et la garde de ces mineurs est demandée. Cette procédure découle d'une résolution de la Conférence des responsables de la protection des jeunes des régions fédérées, tenue le 28 octobre 2012 (VSt – 7027/2), et de la résolution n° 135, en date du 15 décembre 2011, du Conseil de coordination État fédéral-régions fédérées (*Bundes-Länder-Koordinationsrates*) (art. 5 de l'accord sur l'aide sociale de base),

⁷ Directive (UE) [2024/1346](#) du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale.

qui regroupe tous les organismes de protection des enfants et des jeunes, résolutions qui portent sur la protection de ce groupe particulièrement vulnérable, et la même procédure est appliquée dans les régions fédérées. Toutefois, comme la ville de Vienne a dépassé son quota d'accueil, que la majorité des arrestations de réfugiés ont lieu à Vienne et que le nombre des étrangers mineurs non accompagnés est très supérieur à celui des étrangers mineurs non accompagnés non émancipés, cette pratique ne peut pas être étendue aux étrangers mineurs non accompagnés.

Renseignements concernant le paragraphe 21 h)

50. En ce qui concerne la situation migratoire, on a observé en 2022 et 2023 non seulement un afflux de personnes déplacées en provenance d'Ukraine, mais aussi une très forte augmentation des demandes d'asile. Cette situation a eu une incidence considérable sur les services sociaux de base. Une situation migratoire aussi tendue et le taux élevé d'utilisation de toutes les structures fédérales de protection ont rendu indispensable de mettre en œuvre toutes les capacités disponibles afin de pouvoir exécuter le mandat légal consistant à garantir la prise en charge des étrangers ayant besoin d'aide et de protection et à prévenir le sans-abrisme. Cela étant, même en période de crise, l'Organisme fédéral des services d'accueil et de soutien des demandeurs d'asile s'emploie toujours à respecter les normes internes de qualité, de soins et d'hygiène. Entre-temps, on a enregistré une forte baisse du nombre des demandes d'asile, et le taux d'utilisation des capacités de l'ensemble des structures fédérales de protection est actuellement de 50 % environ.

51. L'Organisme fédéral susvisé a élaboré (en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des experts pluridisciplinaires), à l'échelle de tous ses services, un document d'orientation sur la protection qui est appliqué dans toutes les structures fédérales de protection hébergeant des mineurs. Ces structures disposent de spécialistes de la protection de l'enfance qui font office de points de contact pour les mineurs. Les décisions prises au sujet des procédures de prise en charge et de soutien prennent prioritairement en compte l'intérêt supérieur de l'enfant.

52. Les étrangers mineurs non accompagnés sont hébergés séparément des adultes dans des structures fédérales conçues spécialement à leur intention. Les filles sont toujours accueillies dans des locaux réservés aux femmes voyageant seules. La prise en charge est assurée par un personnel spécialisé chargé de mettre en œuvre un système de protection spécifique. Le taux d'encadrement doit être d'au moins un membre du personnel pour 15 mineurs, et ce personnel est responsable des mineurs qui lui sont confiés. Dans le but d'atteindre un niveau élevé de compétences sociales, d'aptitude à la communication et de compétences linguistiques, on s'emploie en particulier à constituer des équipes de personnes venant de divers horizons professionnels. Au centre fédéral de Traiskirchen, des parents rémunérés sont associés à la prise en charge des mineurs en coordination étroite avec l'organisme de protection des enfants et des jeunes. Le renforcement des mesures d'encadrement de l'activité quotidienne de ces mineurs porte notamment sur les cours d'allemand, les ateliers organisés sur des thèmes tels que la santé, l'hygiène, la prévention de la toxicomanie, le fait de devenir majeur, la prévention de la violence, l'éducation sexuelle, le sport et les loisirs. Le centre fédéral susvisé organise directement sur place un enseignement scolaire. Tous les autres centres ont conclu avec les établissements d'enseignement un accord visant à garantir l'intégration dans le système scolaire dans les délais stipulés par la loi.

53. Au moment du transfert d'un étranger mineur non accompagné d'une structure fédérale de protection vers une structure de protection d'une région fédérée, les besoins de l'intéressé(e) (besoins médicaux particuliers, liens avec les membres de la famille, etc.) sont pris en considération dans toute la mesure possible, le but étant que ce transfert intervienne le plus tôt possible.

54. Les « centres de transit » sont des centres d'accueil où les réfugiés ne passent que peu de temps avant qu'une solution d'hébergement de long terme ne leur soit trouvée. Ces centres d'accueil temporaire sont affectés au Gouvernement fédéral (voir la réponse au paragraphe 21 g)). Font exception la prise en charge immédiate et la demande d'asile consécutives à l'arrestation

d'un étranger mineur non accompagné non émancipé. À Vienne, les mineurs se trouvant dans ce cas sont temporairement hébergés dans le centre de crise *Drehscheibe* créé spécialement pour les enfants réfugiés jusqu'à ce qu'une place de longue durée leur soit trouvée dans un appartement collectif. Le *Drehscheibe* est un appartement collectif satisfaisant dont s'occupent des travailleurs sociaux et dont le taux d'encadrement est faible. Moins de 1 % des étrangers mineurs non accompagnés affectés à Vienne sont placés en famille d'accueil. L'offre existe, mais le peu d'empressement des parents d'accueil potentiels fait qu'elle n'est pas utilisée davantage. Il n'existe pas de « centres de transit » pour les demandeurs d'asile dans le Vorarlberg. Les étrangers mineurs non accompagnés ne peuvent actuellement pas y être placés en famille d'accueil : ils sont pris en charge par des centres de protection des enfants et des jeunes.

55. Les étrangers mineurs non accompagnés qui ont fui l'Ukraine en tant que personnes déplacées font exception. À la différence des demandeurs d'asile, les personnes déplacées n'ont pas à subir une procédure d'asile et sont immédiatement admises au bénéfice de l'aide sociale de base des régions fédérées une fois leur besoin d'assistance évalué. Les personnes déplacées sont elles aussi réparties dans toutes les régions fédérées.

Renseignements concernant le paragraphe 21 i)

56. En vertu de l'article 72 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (UE), il peut être dérogé au droit dérivé impératif de l'UE si cela est nécessaire au maintien de l'ordre public et à la sauvegarde de la sécurité intérieure. L'« ordre public » et la « sécurité intérieure » ne sont menacés que si le fonctionnement des institutions de l'État et de ses services publics importants est perturbé et la survie de la population est mise en péril. À ce jour, aucun décret d'urgence n'a été adopté en dépit d'un afflux massif de réfugiés depuis quelques années. Au demeurant, même si la clause d'urgence devait être appliquée, elle ne pourrait l'être que conditionnée à des garanties spéciales.

57. Les articles 36 et suivants de la loi sur l'asile (*Asylgesetz 2005*) sont toujours appliqués d'une manière conforme à la Convention européenne des droits de l'homme et à ses principes. Cette Convention ayant été élevée au rang de norme constitutionnelle, le respect du principe de non-refoulement est garanti en toutes circonstances.

Renseignements concernant le paragraphe 21 j)

58. La législation actuelle prévoit la possibilité pour l'Office fédéral de l'immigration et de l'asile de reconnaître l'effet suspensif des recours dans certains cas (comme celui d'une personne ayant fui un pays d'origine sûr ou d'une menace à la sécurité et à l'ordre publics).

59. Un recours formé contre la décision d'extrader une personne a un effet suspensif (art. 31 (par. 6) de la loi sur l'extradition et l'entraide judiciaire). Il en va de même dans les procédures de remise en lien avec un mandat d'arrêt européen (art. 21 (par. 1) de la loi fédérale sur la coopération judiciaire avec les États membres de l'Union européenne en matière pénale).

60. Le 11 juin 2024, le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile est entré en vigueur. Il s'agit d'un ensemble de 10 instruments juridiques, dont la plupart s'appliqueront à partir de juin 2026 ou devront être appliqués d'ici là, et qui concerneront tous les aspects de l'asile et de la migration. Pour mettre en œuvre le droit de l'UE en Autriche, il faudra apporter des modifications législatives et prendre d'autres mesures au niveau national dans de nombreux domaines.

Assurances diplomatiques

Renseignements concernant les paragraphes 22 et 23

61. En ce qui concerne les procédures d'extradition, les tribunaux procèdent à un examen des circonstances de chaque cas, tel que le prévoit l'article 19 de la loi sur l'extradition et l'entraide judiciaire. Dans sa jurisprudence, la Cour suprême⁸ a indiqué à maintes reprises que les assurances diplomatiques ne pouvaient pas assurer une protection suffisante contre le risque précis d'une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme s'il existe des rapports internationaux dignes de foi sur l'existence dans l'État requérant d'une pratique contraire aux dispositions de la Convention. En pareil cas, la situation générale des droits de l'homme dans l'État d'accueil exclut d'emblée l'acceptation d'assurances diplomatiques. De surcroît, une assurance diplomatique n'a de fondement que si elle permet d'éliminer le danger pour la personne concernée ; elle doit être considérée comme contraignante et fiable par les tribunaux.

Conditions de détention – recommandation prioritaire

Renseignements concernant les paragraphes 24 et 25 a)

62. Vu l'obligation de l'Administration pénitentiaire d'assurer un service conforme à la loi et respectueux des droits de l'homme, il est de la plus haute importance que la Direction générale mette en place et préserve le cadre organisationnel (moyens humains et financiers, capacités d'accueil, etc.) nécessaire à l'application de toutes les recommandations.

63. Pendant la pandémie, on a pu ramener le taux d'occupation à moins de 90 % en prenant des mesures telles que le report de l'exécution de peines d'emprisonnement ou un recours accru à l'assignation à résidence avec surveillance électronique. Depuis la fin de la pandémie, le taux d'occupation remonte, mais il est évalué et suivi en permanence dans le cadre d'un système de classification des détenus et en répartissant ces derniers entre les différents lieux de détention de manière à prévenir autant qu'il est possible le surpeuplement de certains établissements. Toutefois, du fait des travaux de rénovation, qui concernent principalement le plus grand établissement pénitentiaire du pays, celui de Wien-Josefstadt, les capacités associées sont actuellement réduites.

64. Avec la mise en place, le 1^{er} septembre 2010, de l'assignation à résidence avec surveillance électronique comme mesure de substitution à la détention, il s'agissait de prévenir ou, du moins, de ralentir une nouvelle augmentation du nombre des détenus. Le 15 mars 2024, 319 détenus, soit 3,4 % du nombre total, étaient ainsi assignés à résidence avec surveillance électronique. Il est actuellement envisagé d'étendre ce système et d'apporter de nouvelles modifications au Code pénitentiaire afin d'alléger le fardeau qui pèse sur les établissements pénitentiaires. Outre le dispositif juridique permettant d'étendre le système d'assignation à résidence avec surveillance électronique (voir par. 18 et 19, « Surpeuplement » de l'annexe I), il est question de promouvoir la « détention dans le pays d'origine » : les détenus n'ayant pas établi leur résidence en Autriche seraient transférés dans leur pays d'origine à la suite d'une décision de justice rendue dans ce dernier pays.

65. La classification des détenus (attribution d'un type d'hébergement et d'un traitement appropriés) s'appuie sur un jugement juridiquement contraignant. Le Ministère de la justice doit y procéder dans un délai de six semaines (art. 134 du Code de procédure pénale, *Strafvollzugsgesetz – StVG*). À cette fin, il évalue les facteurs ci-après pour déterminer si le transfert est indiqué : durée de la peine, nature de l'infraction, personnalité et situation personnelle du détenu. Comme indiqué dans le septième rapport périodique soumis par l'Autriche, le Ministère de la justice a élaboré un système de classification destiné à faciliter les transferts de détenus à répartir de façon égale entre les différents établissements pénitentiaires du pays. Interrogé par l'Administration pénitentiaire, ce système doit indiquer en direct les taux d'occupation de tous les établissements. Si l'un d'eux est surpeuplé, des détenus peuvent être transférés vers un centre qui l'est moins en appliquant le système de classification.

⁸ OGH 13 Os 27/15t, EvBl 2015/115, 803.

66. Compte tenu du taux d'occupation maximal actuel, divers transferts spéciaux sont envisagés pour alléger le fardeau qui pèse sur les établissements pénitentiaires.

67. Toutefois, certains détenus pourraient prochainement ne pas être transférés vers l'établissement assigné, mais vers un autre établissement satisfaisant jusqu'à ce qu'une place se libère dans le premier. Dans le cadre de cet hébergement temporaire, les soins médicaux restent garantis dans toute la mesure possible. En outre, l'article 71 du Code de procédure pénale prévoit la possibilité d'envisager un transfert dans un hôpital. Toujours est-il que l'Autriche dispose actuellement de capacités d'accueil suffisantes dans des centres médicolégaux grâce aux activités de construction et de remobilisation menées ces dernières années.

68. Les contrôles frontaliers renforcés (traite des personnes) contribuant au surpeuplement, les établissements pénitentiaires proches de la frontière autrichienne, comme le centre de détention d'Eisenstadt, sont soulagés autant que faire se peut par des transferts vers les prisons des alentours. Dans la prison d'Eisenstadt, des locaux de détention pour deux personnes ont été temporairement occupés par trois (plus rarement quatre) personnes. C'est la raison pour laquelle des lits pliants ont été achetés à la Croix-Rouge : ils peuvent être repliés et rangés pendant la journée, ce qui procure un confort supplémentaire, une plus grande intimité et une autonomie suffisante pour se déplacer dans le local de détention. Dernier fait en date, on peut mentionner que le nouveau centre de détention pour mineurs de Münnichplatz à Vienne permettra de libérer des places dans l'ancien centre de détention pour mineurs de Gerasdorf.

69. À la suite de la rénovation générale intervenue en 2016, les locaux de détention de la prison d'Eisenstadt sont très spacieux, comportent chacun une salle de douche, sont suffisamment ventilés et laissent entrer la lumière naturelle.

70. L'Administration pénitentiaire est naturellement tenue de respecter toutes les règles et directives concernant l'accueil des détenus compte tenu de leur situation pénitentiaire, de leur sexe, de leur nationalité et de leur religion, et elle les respecte d'une manière générale. Dans des cas exceptionnels et regrettables, il a pu arriver que le surpeuplement ne lui permette pas de respecter la règle de séparation des détenus.

71. Le 1^{er} juillet 2024, la Direction générale de l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté a créé une équipe spéciale (*Belagsmanagement*) chargée d'assurer la coordination régionale des changements de lieu de détention afin de pouvoir réagir aussi rapidement que possible à l'évolution du taux d'occupation des différents centres de détention et d'utiliser au mieux les capacités d'accueil. Cette coordination est indispensable pour prévenir les pics d'occupation dans tel ou tel centre. Composée d'administrateurs de prison, l'équipe comprend un coordonnateur principal et quatre coordonnateurs régionaux, qui formulent des propositions coordonnées en consultation avec les différents centres avant de les soumettre à la Direction générale.

72. De plus, les activités de construction engagées dans la limite des budgets disponibles visent notamment à augmenter la capacité d'accueil. Ces importants projets de construction concernent en particulier le centre médicolégal de Göllersdorf (agrandissement de la surface pour créer une centaine de places supplémentaires) et le centre de détention de Klagenfurt (agrandissement pour créer un peu plus de 100 places supplémentaires). D'autres activités de construction que la Direction générale juge nécessaires pour le système pénitentiaire et l'exécution des mesures privatives de liberté sont régulièrement examinées et exécutées en fonction des possibilités budgétaires. Dans toutes ses décisions budgétaires, la Direction générale attache une priorité absolue à l'augmentation du nombre de places disponibles.

Renseignements concernant le paragraphe 25 b)

73. Chaque année, les postes alloués aux centres de détention sont en nombre suffisant pour qu'ils puissent exécuter leur mandat légal ; 96,7 % des postes de gardien étaient pourvus au 1^{er} mars 2024. La Direction générale s'emploie en permanence à pourvoir les postes vacants restants et poursuit la mise en œuvre des mesures prises jusqu'à présent pour rendre plus attractifs les profils d'emploi dans le système pénal et correctionnel, comme dans le cas

des activités de relations publiques ciblées, et élargit les activités de recrutement de nouveaux venus dans l'administration pénitentiaire (en particulier pour augmenter la proportion de femmes et de personnes issues de l'immigration). L'accent est mis sur l'attractivité du système judiciaire en tant qu'employeur et sur le fait que le corps des surveillants de l'administration judiciaire dispense une formation variée, polyvalente et approfondie à l'aide d'équipements de pointe, également reconnue au niveau international. Chaque fois que cela est possible, des incitations financières sont prévues (par exemple sous la forme d'une augmentation de la contribution à la formation des policiers stagiaires dans le cadre de la dernière réforme de la loi sur la fonction publique, d'une revalorisation des salaires des travailleurs sociaux et d'une réglementation de la rémunération des agents des services d'inspection). Par ailleurs, l'École nationale pénitentiaire organise régulièrement (presque mensuellement) une « Journée de recrutement en ligne », la dernière remontant au 20 mars 2024. Le site Web du système judiciaire⁹ présente également les profils d'emploi de psychologue, de travailleur social et de commis, ainsi que les offres d'emploi et les parcours professionnels correspondants. Enfin, la campagne de recrutement « Des professions pour les professionnels » lancée le 1^{er} janvier 2024 donne un caractère nouveau et plus ciblé au processus de recrutement pour l'ensemble du secteur de l'administration judiciaire.

74. Les activités de recrutement ont entraîné une augmentation de 30,64 % du nombre de demandes pour les postes de surveillant judiciaire (encadrement) entre 2023 et 2024 (jusqu'en juin compris). On a même relevé une augmentation de près de 43 % du nombre de postulants effectifs, ce qui montre l'impact des activités de recrutement. Cela est également attesté par le fait que 180 postes supplémentaires ont été pourvus dans la seule administration. Depuis 2020, 112 postes permanents supplémentaires (personnel d'encadrement et personnel civil) ont été créés.

75. Globalement, le nombre de postes permanents a progressé de 3 701 à 4 165 entre 2010 et 2024, soit une augmentation de 464 postes permanents pour l'administration pénitentiaire.

76. De ce fait, au 1^{er} septembre 2024, le taux de dotation au niveau du personnel d'encadrement était d'environ 94 %, en dépit de l'adoption, demandée depuis longtemps, de la « règle de la pénibilité » pour ce personnel (en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023), ce taux étant meilleur que cinq ans plus tôt (91 %).

77. En dehors des postes permanents – à savoir le recrutement de personnels civils supplémentaires (services spécialisés, y compris le personnel médical) par l'intermédiaire de l'Organisme d'appui à la justice –, d'importants succès ont été obtenus au cours des cinq dernières années : 264,36 (FTE) commandes supplémentaires passées auprès de l'Organisme d'appui à la justice ; 163,32 commandes supplémentaires ont été exécutées. Le recrutement a été le plus important dans les secteurs suivants : ergothérapie, psychiatrie, psychologie, soins infirmiers et travail social. Malheureusement, la pénurie de médecins, qui touche l'ensemble de la société, est aussi un problème pour le système pénitentiaire. Le recrutement de médecins est depuis longtemps hautement prioritaire. Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025, une directive distincte concernant les médecins élaborée en application de l'article 36 (par. 2) de la loi de 1948 sur le personnel contractuel (*Vertragsbedienstetengesetz 1948*) porte sur la conclusion de contrats spéciaux destinés aux personnels de santé et susceptibles de rendre plus intéressant pour les médecins le travail dans le système pénitentiaire.

78. De plus, les responsables du recrutement (opérant depuis le 1^{er} juillet 2023) reçoivent depuis le 14 avril 2025 l'appui d'un agent civil devant leur permettre de développer les activités de recrutement dans les secteurs civil et médical.

79. La plateforme de travail « Rendre plus intéressant le travail dans le système pénitentiaire » a été mise en place avec le concours d'experts des différents domaines concernés et la participation des principales parties prenantes (Ministère de la culture, de la fonction publique et des sports ; Service public de l'emploi ; représentants du personnel).

⁹ www.justiz.gv.at/karriere.

80. Le projet de *Dienstplanoptimierung* (optimisation de la configuration des services) vise à déployer efficacement le personnel en poste de façon à prévenir l'arrêt de l'activité et compenser la pénurie de personnel d'encadrement dans les autres secteurs, s'agissant en particulier des escortes ou autres activités nécessaires à la sécurité. Ce projet a été lancé en décembre 2023 et sa première phase, qui concernait le personnel d'encadrement, s'est achevée au printemps 2024. L'exécution du projet se poursuit actuellement.

81. Un soutien supplémentaire est prévu, par exemple grâce à des garderies à l'intérieur des établissements (l'une de ces garderies est actuellement mise en place au centre médico-légal d'Asten) et à des mesures de promotion de la santé du personnel (les prisons et les centres médico-légaux prennent de nombreuses mesures en ce sens : activités sportives, yoga, massages, etc.).

82. Des investissements supplémentaires sont consacrés à l'acquisition d'équipements de protection et de sécurité pour renforcer la sécurité des établissements.

83. Afin d'élargir l'éventail des lieux de travail pour les athlètes de haut niveau et leurs entraîneurs dans le secteur public, le Ministère de la justice et le Ministère de la culture, de la fonction publique et des sports ont élaboré conjointement « Justiz Athleta » pour promouvoir le sport d'élite dans le système pénitentiaire. On trouvera d'autres renseignements sur cette question à l'annexe I.

Renseignements concernant le paragraphe 25 c)

84. Prière de se référer aux paragraphes 18 et 19 de l'annexe I, « Soins psychiatriques, psychologiques et médicaux ».

Renseignements concernant le paragraphe 25 e)

85. Depuis 2022, les directeurs d'établissement ont pour instruction d'établir un contrat de ressources et d'objectifs annuel concernant les mesures à prendre pour la nouvelle année civile en matière de formation et d'enseignement postobligatoire. L'exécution de ce contrat fait l'objet de réunions trimestrielles de contrôle.

86. L'Administration pénitentiaire étant axée sur les résultats, s'agissant en particulier d'atteindre l'objectif d'un système pénitentiaire efficace et humain en insistant spécialement sur l'insertion ou la réinsertion et la prévention de la récidive, il convient de définir des mesures et des objectifs concrets concernant la durée de l'emploi des détenus et le nombre de détenus pour chaque type d'activité éducative et de niveau de scolarité afin de pouvoir suivre et, au besoin, adapter ces mesures et objectifs.

87. Le contrat de ressources et d'objectifs pour 2023-2026 de la Direction générale (Division des établissements pénitentiaires) peut être consulté à l'annexe I.

88. Au sujet de cette recommandation, on peut également se référer à la section de l'annexe I qui concerne la pénurie de personnel (par. 18 et 19).

Renseignements concernant le paragraphe 25 f)

89. Le placement à l'isolement n'est pas interdit par la loi. Toutefois, chaque placement doit être signalé au tribunal et le détenu concerné est, dans l'exercice de ses droits, représenté par son médiateur (*Patientenanwalt*), en particulier aux fins de la procédure de contrôle judiciaire immédiatement engagée. Les restrictions physiques et médicamenteuses doivent être signalées au médiateur et font également l'objet, à la demande du médiateur ou du détenu, d'un contrôle judiciaire.

Décès en détention

Renseignements concernant les paragraphes 26 et 27 a)

90. En cas de décès survenant dans un établissement pénitentiaire ou en garde à vue, l'établissement concerné est tenu d'informer immédiatement le ministère public compétent, qui doit, pour sa part, ordonner une autopsie afin de confirmer la cause exacte et les circonstances de la mort. En fonction des résultats de l'autopsie, le ministère public décide de poursuivre l'enquête ou de la clôturer.

91. De plus, tous les décès sont signalés au Ministère de la justice, dont un employé assure la gestion des dossiers.

Renseignements concernant le paragraphe 27 b)

92. Chaque établissement pénitentiaire et centre médico-légal dispose de directives sur la prévention du suicide, qui sont actualisées tous les deux ans et présentées au groupe spécialisé sur la prévention du suicide dans le système pénitentiaire. À l'issue d'un examen approfondi, les directives qui se démarquent se voient décerner un « label bonne pratique » (voir la liste à l'annexe I).

93. Lors de l'examen, une attention particulière est accordée aux éléments ci-après, compte tenu de la faisabilité, de la bonne intégration dans la structure de l'établissement et de la représentation de plusieurs professions :

- Traitement des informations sur les nouvelles admissions ou les nouveaux transferts (informations sur le risque potentiel de suicide dans les documents, etc.) ;
- Établissement par les services spécialisés d'un comportement potentiellement suicidaire dès que possible après l'admission (qui, quand ?) ;
- Atténuation du risque plus élevé lié aux nouvelles admissions (en particulier en détention provisoire) dans les premières semaines ou les premiers mois de la détention ;
- Application du programme VISCI ;
- Identification des risques potentiels de suicide liés à des « événements pénitentiaires majeurs » (procès, longue peine d'emprisonnement, classification, transfert, refus de libération conditionnelle, changement de médicament, etc.) ;
- Identification des risques potentiels de suicide liés à des « événements majeurs de la vie » (divorce, séparation, décès, maladie grave ou menaçant la vie de proches ou des détenus eux-mêmes) ;
- Désignation d'interlocuteurs spécifiques ou mise en place de mesures concrètes de prévention (par exemple, personnes ayant une bonne capacité d'écoute, surveillance vidéo des locaux de détention, services psychiatriques adaptés, etc.). Formation ou complément de formation spécifiques pour le personnel ;
- Désignation d'un coordonnateur pour les questions relatives à la prévention du suicide.

94. On se reportera également aux paragraphes 24 et 25 et aux paragraphes 18 et 19 de l'annexe I sur les « Suicides en détention ».

Renseignements concernant le paragraphe 27 c)

95. Au cours des six années écoulées (depuis juin 2019), il y a eu au total 160 décès dans le système pénitentiaire, à savoir 43 suicides, 90 morts naturelles, 23 décès par surdose, 3 accidents, et 1 mort de cause inconnue.

96. On n'a trouvé aucun élément donnant à penser qu'une tierce personne est impliquée dans ces décès. Des enquêtes ont été ouvertes, mais seul le parquet peut décider d'ordonner une autopsie.

97. Au cours des 11 dernières années (entre 2014 et 2024), 14 personnes sont mortes en garde à vue. Huit personnes se sont suicidées et, dans les six autres cas, il y a eu mort subite (causée par un problème de santé).

98. Dans tous ces cas, un examen médical a été effectué et un rapport a été établi à l'intention du ministère public. Vu qu'il n'y avait aucun signe donnant à penser que ces décès aient été causés par une tierce personne, le ministère public n'a accompli aucun acte d'instruction.

Justice pour mineurs

Renseignements concernant les paragraphes 28 et 29 a)

99. Le droit pénal général et la loi sur les tribunaux pour mineurs (*Jugendgerichtsgesetz*) prévoient déjà un large éventail de possibilités de clore une procédure pénale sans condamnation ou mesure privative de liberté. On continue de promouvoir les mesures de substitution non privatives de liberté pour les mineurs.

Renseignements concernant le paragraphe 29 b)

100. Le Ministère de la justice est favorable à l'abolition du placement à l'isolement. Un projet de loi en ce sens a été présenté à des fins de coordination politique, mais un accord n'a pu être obtenu à son sujet.

Renseignements concernant le paragraphe 29 c)

101. La loi sur les tribunaux pour mineurs exclut déjà la détention provisoire dans les procédures engagées devant les tribunaux de district et prévoit déjà le réexamen de la détention provisoire à intervalles réguliers (même après l'inculpation), la mise en place de conférences sur la détention provisoire (y compris des déclarations du service d'assistance sociale des tribunaux pour mineurs quant à leur pertinence si aucune n'est prévue) et de conférences sur les réseaux sociaux, et enfin, mais peut-être surtout, l'abolition de la détention provisoire obligatoire conditionnelle et la possibilité de prendre en charge le coût des centres sociothérapeutiques, de sorte que la détention provisoire ne peut être imposée aux mineurs qu'en dernier recours. De ce fait, il a été donné pleinement suite à cette recommandation.

Détention avant expulsion

Renseignements concernant les paragraphes 30 et 31 a)

102. La détention avant expulsion est une mesure de dernier recours. De ce fait, les raisons qui militent contre la détention de la personne concernée doivent être prises en considération à la faveur d'un examen de la proportionnalité qui doit ultérieurement permettre de justifier d'une manière compréhensible l'adoption de cette mesure dans chaque cas d'espèce.

103. L'examen de la proportionnalité doit déterminer si la détention avant expulsion est nécessaire dans le cas d'espèce ou si une mesure moins sévère est une mesure de précaution suffisante. Les critères tels qu'un lieu de résidence valide, le risque de fuite et la nature de l'infraction pénale peuvent jouer un rôle. Dans le cas de ce que l'on appelle la « mesure moins sévère », la personne concernée est accueillie dans un lieu choisi par les autorités ou doit pointer régulièrement au poste de police ou fournir une caution.

104. Il peut être fait appel de toute décision de placement en détention avant expulsion, et le Tribunal administratif fédéral peut à tout moment annuler cette mesure et ordonner la libération de l'intéressé(e). En outre, l'autorité doit réexaminer *ex officio* la proportionnalité de cette détention toutes les quatre semaines.

105. Les personnes âgées de moins de 14 ans ne peuvent pas être placées en détention avant expulsion. Quant aux personnes âgées de 14 à 18 ans, cette mesure ne peut leur être appliquée que dans des circonstances exceptionnelles et elle doit être justifiée et décidée au cas par cas, et ce, uniquement si un logement et une prise en charge appropriés sont garantis.

106. Statistiques :

- En 2022, 3 439 placements en détention et 634 mesures plus clémentes ont été imposés ;
- En 2023, 3 767 placements en détention et 363 mesures plus clémentes ont été imposés ;
- En 2024, 3 427 placements en détention et 295 mesures plus clémentes ont été imposés ;
 - 1 garçon (catégorie d'âge : 14-16 ans),
 - 2 garçons (catégorie d'âge : 16-18 ans) et
 - 1 fille (catégorie d'âge : 16-18 ans).
- Durée moyenne de détention pour tous les détenus en attente d'expulsion : 21 jours et 16 heures.
- Durée moyenne de détention pour les détenus mineurs en attente d'expulsion : 19 jours.

Renseignements concernant le paragraphe 31 c)

107. La détention dans des cellules de sécurité dans les centres de garde à vue fait l'objet d'un examen détaillé répété à plusieurs reprises. Si une personne souffre de troubles mentaux (et si les autres conditions très strictes décrites dans les renseignements concernant les paragraphes 32 et 33 sont respectées), les mesures prévues par la loi sur l'hospitalisation sans consentement (*Unterbringungsgesetz*) sont prises.

108. Les personnes gardées à vue par la police sont placées en détention préventive aussi longtemps que leur comportement représente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. Les personnes qui ne doivent pas être transférées vers un établissement psychiatrique en raison d'une maladie mentale ne sont placées en détention préventive que si leur comportement représente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui.

Établissements psychiatriques médico-légaux

Renseignements concernant les paragraphes 32 et 33 a)

109. La loi sur l'hospitalisation sans consentement n'a été refondue que récemment : elle n'autorise le placement sans consentement dans un hôpital ou un service psychiatrique que dans des conditions très strictes. Un préalable essentiel est l'existence d'une maladie mentale et d'une menace sérieuse et concrète pour la vie ou la santé de l'intéressé(e) ou celle d'autrui. L'hospitalisation sans consentement ne peut être qu'une mesure de dernier recours (art. 3 par. 1 et 2) de la loi susvisée).

110. Les restrictions à la liberté de circulation dans le contexte de l'application de la loi sur l'hospitalisation sans consentement ne sont autorisées qu'aux conditions précises énoncées dans son article 33. En particulier, toutes les mesures doivent être conformes à une stricte exigence de proportionnalité (art. 33 (par. 1)). L'hospitalisation sans consentement proprement dite et les autres restrictions à la liberté de circulation pendant l'hospitalisation font l'objet d'un contrôle judiciaire. De plus, la loi prévoit des obligations strictes en matière de consignation des faits et de notification aux représentants légaux (art. 33 (par. 3)).

111. L'existence d'un handicap mental n'est pas suffisante pour motiver une hospitalisation sans consentement. Conformément aux prescriptions générales de l'article 3 de la loi susvisée, l'hospitalisation sans consentement de personnes présentant un handicap mental n'est autorisée que si ce handicap s'accompagne des symptômes d'une maladie

mentale¹⁰ et si les autres conditions strictes (danger pour soi-même ou pour autrui, proportionnalité) sont également réunies. On voit que l'exigence de proportionnalité des mesures, telle qu'exprimée dans la recommandation 33 b), figure déjà dans le cadre juridique en vigueur (art. 3 et 33 de la loi en question).

112. En résumé, étant donné les strictes prescriptions générales de la loi sur l'hospitalisation sans consentement, qui sont incontestablement conformes aux principes constitutionnels (Loi constitutionnelle fédérale sur la protection de la liberté personnelle (*Bundesverfassungsgesetz über den Schutz der persönlichen Freiheit*) et art. 5 de la Convention européenne des droits de l'homme), il ne semble pas approprié d'exclure d'une manière générale de son champ d'application le groupe des personnes souffrant d'un handicap mental. En particulier, il y a lieu de noter que cette loi vise à protéger non seulement le grand public, mais aussi les personnes atteintes d'une maladie mentale concernées. Elle a pour objectif principal de protéger les droits personnels et la dignité des malades mentaux qui sont placés dans un hôpital ou un service psychiatrique (art. 1).

Renseignements concernant le paragraphe 33 b)

113. Les lits à filets, les autres lits-cages ou moyens d'isolement analogues ne sont utilisés ni dans les établissements pénitentiaires ni dans les centres médicolégaux. Un patient ne peut être placé à l'isolement que si la gravité de son trouble mental représente un risque pour lui-même ou autrui. Cette situation est suivie à l'aide d'une caméra de surveillance et la nécessité de prolonger la mesure d'isolement est vérifiée en consultation directe avec le personnel. De cette façon, et bien que le patient se trouve seul dans une pièce, le contact est maintenu avec le monde extérieur. Toutes les 24 heures, un médecin surveille la poursuite de la mesure d'isolement.

114. Les mesures susmentionnées sont systématiquement enregistrées et suivies (dans le cadre du rapport de cockpit), et l'évaluation et le suivi systématique sont effectués d'abord par le médecin-chef, puis par le service de l'audit interne. Ces deux institutions sont situées dans des services différents.

Renseignements concernant le paragraphe 33 c)

115. L'objet de cette recommandation est déjà traité dans le cadre juridique en vigueur : outre le contrôle judiciaire prévu par la loi sur l'hospitalisation sans consentement et la loi sur les établissements de soins de longue durée (*Heimaufenthaltsgesetz*), on se référera en particulier aux dispositions des articles 83 à 85, 92, 107b et 205 du Code pénal et à l'option à bas seuil consistant à faire appel au défenseur des malades.

Renseignements concernant le paragraphe 33 d)

116. Un programme de formation de plusieurs jours est organisé quatre fois par an à l'intention de tous les membres du personnel employé dans le secteur médical (y compris les agents pénitentiaires). De plus, une formation en salle, une supervision et des cercles de qualité sont assurés. En moyenne, on organise chaque mois un cours de formation, une séance de formation ou l'examen du cas d'un patient. Dernier en date, le programme relatif au système de notification des incidents critiques sert à traiter des situations critiques dans les services de soins et à les porter à la connaissance de tous.

Activités de formation des régions fédérées

117. Dans le Vorarlberg, le personnel médical hospitalier (*Landeskrankenhäuser*) suit déjà des cours de formation aux normes et aux méthodes de prise en charge des personnes handicapées, en particulier les personnes ayant un handicap mental ou psychosocial. Une formation continue est dispensée dans certaines spécialités. On organise également des

¹⁰ Jurisprudence de la Cour suprême, voir RS0075908.

séances de formation de désescalade et de formation continue à l'intention du personnel médical et non médical. Le suivi permanent de l'application des mesures restrictives de liberté permet de mieux sensibiliser le personnel. On a également élaboré à son intention des directives et des instructions, telles que le guide d'information sur la prise en charge des personnes ayant une déficience cognitive ou les personnes atteintes de démence. Par ailleurs, on a établi, en collaboration avec l'Association des personnes handicapées, un « passeport d'hôpital » où sont consignés les besoins particuliers des patients.

118. À Vienne, l'Association viennoise pour la santé, agissant en coopération avec le Bureau de la santé et des objectifs de santé des femmes, organise régulièrement des cours de formation à l'intention de tous les professionnels de santé sur le thème « La violence rend malade » (*Gewalt macht krank*). Ces cours mettent également l'accent sur la protection des victimes.

Renseignements concernant le paragraphe 33 e)

119. Le degré élevé de spécialisation dans le domaine de la prise en charge des patients est le gage d'un comportement professionnel et approprié du personnel des établissements psychiatriques médico-légaux, qui exclut la torture et la violence. Par ailleurs, ces établissements organisent des séances de formation de désescalade et de formation continue.

120. Le taux d'encadrement permet au personnel de maintenir un haut niveau de présence. Dans le domaine médico-légal, chaque contact avec un patient fait intervenir au moins deux membres du personnel. La présence permanente des agents de sécurité et un système de vidéosurveillance renforcent les mesures de contrôle et de protection.

Enquêtes sur les allégations de mauvais traitements, poursuite des auteurs de tels actes et imposition de sanctions **Renseignements concernant les paragraphes 34 et 35 a)**

121. En ce qui concerne le Ministère de l'intérieur, il convient de citer le Bureau d'enquête et de plainte concernant les allégations de mauvais traitements par la police (*Ermittlungs- und Beschwerdestelle Misshandlungsvorwürfe*).

122. Conformément à une modification de la loi fédérale sur la création et l'organisation du Bureau fédéral de lutte contre la corruption (*Bundesgesetz über das Bundesamt zur Korruptionsprävention und Korruptionsbekämpfung*)¹¹, le Bureau d'enquête et de plainte a commencé ses travaux le 22 janvier 2024.

123. Le Bureau d'enquête et de plainte est chargé de mener des enquêtes sur tout cas présumé ou éventuel de mauvais traitements relevant du champ de compétence du Ministère fédéral de l'intérieur survenu sur le territoire national. Il est habilité à enquêter sur toutes les allégations de traitements inhumains ou dégradants mettant en cause des fonctionnaires du Ministère autorisés à exercer un pouvoir de commandement et de coercition dans le cadre de leurs fonctions officielles. Il est également habilité à mener des enquêtes pénales sur toutes les allégations d'utilisation d'armes ayant mis en danger la vie d'autrui ou de recours à la force coercitive directe ayant entraîné la mort.

124. Le Bureau mène des enquêtes pénales sous la houlette du ministère public. Dans les affaires disciplinaires n'atteignant pas le seuil voulu pour que la responsabilité pénale de l'auteur soit engagée, il communique les résultats de ses enquêtes au superviseur disciplinaire compétent.

125. Une série de mesures juridiques et organisationnelles favorisent l'indépendance du Bureau d'enquête de toute influence indue dans le cadre des enquêtes. Ainsi, par exemple, ce bureau est intégré au Bureau fédéral de lutte contre la corruption, qui, tout en faisant partie du Ministère de l'intérieur, est établi à l'extérieur de la section II du Ministère, à savoir la

¹¹ Journal officiel fédéral I n° 107/2023.

Direction générale de la sécurité publique. En dehors de la direction politique à l'échelon ministériel, tous les services de sécurité sont placés sous le commandement et le contrôle de cette direction générale. Dans l'organigramme, le Bureau fédéral de lutte contre la corruption est placé de ce fait en dehors de la hiérarchie « ordinaire » des services de sécurité. Il est particulièrement important pour le Bureau d'enquête de pouvoir opérer à l'abri de toute ingérence dans le domaine sensible des enquêtes. Toute instruction concernant le traitement d'une affaire sur laquelle il enquête doit être formulée par écrit et motivée. De plus, les instructions données au Bureau d'enquête doivent être communiquées au conseil consultatif indépendant.

126. De fait, une autre de ces mesures est la mise en place au Ministère de l'intérieur d'un conseil consultatif indépendant. Le Président de la Cour constitutionnelle présente des candidats aux fonctions de président et de vice-président de ce conseil. La candidature de ses autres membres est proposée par le barreau autrichien, l'Ordre des médecins autrichiens, les universités et les organisations de la société civile. Le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la justice choisissent ces organisations parmi celles qui s'occupent des droits de l'homme et des droits des victimes.

127. Devant assurer la sauvegarde des droits fondamentaux et humains, le conseil consultatif du Bureau d'enquête a pour principale mission d'accompagner le contrôle structurel et transparent des activités de ce dernier. Il est habilité à accéder à des éléments de preuve, à les communiquer au public, à formuler des recommandations, à recenser les besoins d'optimisation organisationnelle et à examiner les éventuelles instructions à donner au Bureau. Il sert également de point de contact supplémentaire pour la présentation des plaintes (art. 9b de la loi fédérale sur la création et l'organisation du Bureau fédéral de lutte contre la corruption) et il ne peut recevoir d'instructions (art. 9c de la même loi). Le directeur du Bureau fédéral de lutte contre la corruption et le chef du Bureau d'enquête sont tenus de se rendre disponibles pour assister aux réunions ordinaires du conseil consultatif, et le Bureau fédéral de lutte contre la corruption doit épauler celui-ci dans ses activités (art. 9c (par. 2 et 4) de la loi susvisée).

128. Les autres mesures contribuant à l'indépendance du Bureau d'enquête et de plainte sont l'inclusion d'une équipe pluridisciplinaire, la formation spéciale du personnel et le déploiement d'un personnel permanent. Les autres règles pertinentes concernent les instructions et la limitation étroite de l'exercice d'un emploi secondaire par les membres du personnel du Bureau.

129. À ce jour, aucune affaire dans laquelle des allégations de mauvais traitements n'auraient pas fait rapidement l'objet d'une enquête indépendante et les auteurs de ces actes n'auraient pas été poursuivis et sanctionnés ou les victimes n'auraient pas été dûment indemnisées, dans la mesure prévue par la loi, n'a été portée à la connaissance du Ministère de la justice dans le cadre de ses activités de contrôle spécialisé.

Renseignements concernant le paragraphe 35 b)

130. Le Bureau d'enquête et de plainte est tenu d'ouvrir d'office une enquête s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis ou que des mauvais traitements ont été infligés dans le cadre de son domaine de compétence (voir les renseignements concernant le paragraphe 35 a)).

Renseignements concernant le paragraphe 35 c)

131. Les membres du personnel qui sont visés par des allégations de mauvais traitements ne sont pas immédiatement suspendus de leurs fonctions. Les circonstances de chaque cas d'espèce doivent être examinées par le supérieur hiérarchique ou l'organe chargé de l'enquête, et l'instance administrative doit être informée de ces circonstances. S'il est satisfait aux prescriptions de la loi sur la fonction publique (art. 112 (par. 1) *Beamten dienstrechtsgesetz* 1979), l'instance administrative concernée doit imposer une suspension provisoire.

132. Le Bureau d'enquête doit également informer l'instance susvisée des faits dont on doit tenir compte dans l'évaluation d'une suspension provisoire (art. 112 de la loi sur la fonction publique) ou d'une mise en disponibilité. Par la suite, cette instance décide de mesures appropriées.

Renseignements concernant le paragraphe 35 e)

133. En 2024, le Bureau d'enquête et de plainte a engagé 514 procédures, dont 505 concernaient des allégations de mauvais traitements et 9 des allégations de recours à la force coercitive ayant entraîné la mort ou d'utilisation d'armes ayant mis en danger la vie d'autrui ; 392 procédures (environ les trois quarts) étaient déjà closes à la fin de l'année et les poursuites ont été abandonnées (*Einstellung*, art. 190 du Code de procédure pénale) dans 187 cas. Dans 202 autres cas, aucune procédure n'a été engagée (« s'abstenir d'engager une procédure préliminaire » : art. 35c de la loi sur le ministère public, *Staatsanwaltschaftsgesetz*). Une inculpation a été prononcée dans deux affaires et une autre affaire a été déjudiciarisée.

134. En ce qui concerne le Ministère de la justice, on peut dire que, pour des raisons statistiques, la circulaire interne du 25 juin 2018 sur la procédure en cas d'allégations de mauvais traitements visant des agents des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire prévoit les codes spécifiques que les tribunaux et les parquets doivent utiliser pour se connecter au système de gestion automatisée des procédures judiciaires (*Verfahrensautomation Justiz*, une base de données sur laquelle s'appuient les tribunaux et les parquets). Par conséquent, les obligations de notification à des fins statistiques n'ont plus de raison d'être. Toutefois, tous les cas de fautes commises par des agents pénitentiaires sont signalés au Ministère de la justice, car ils présentent un « intérêt public particulier ». On a également supprimé l'obligation de notification du facteur aggravant (art. 33 (par. 1) n° 5 du Code pénal). Étant donné que le code « VM » attribué pour toutes les infractions répondant à des motifs raciaux ou xénophobes ou à d'autres motifs particulièrement répréhensibles doit être saisi dans le système de gestion automatisée des procédures judiciaires, l'obligation de notification a perdu sa raison d'être.

135. Chaque année, le Ministère de la justice publie avec le Ministère de l'intérieur un rapport sur la sécurité (*Sicherheitsbericht*¹²) qui contient également des données statistiques sur les allégations/plaintes visant des agents des forces de l'ordre (police). À des fins d'évaluation statistique, il y a lieu de tenir compte du fait que, dans la majorité des cas, la victime a été légèrement blessée pendant son arrestation ou à la suite de l'utilisation d'un vaporisateur de gaz poivre. Un grand nombre de ces cas n'ont même pas fait l'objet d'une allégation de mauvais traitements et des cas ont été signalés au ministère public, à charge pour lui de déterminer si la force utilisée avait été proportionnée. C'est ce qui explique que si les cas sont nombreux, seul un petit nombre d'entre eux ont pu légalement donner lieu à une inculpation d'un membre des forces de l'ordre.

136. Il ne serait possible de recueillir des statistiques détaillées qu'en instituant une obligation générale de signalement d'allégations de mauvais traitements conformément à la Convention contre la torture. Étant donné les identificateurs mis en place dans le système de gestion automatisée des procédures judiciaires et l'effort entrepris pour limiter autant que possible les obligations de notification au Ministère de la justice, cela n'est actuellement pas envisagé.

Compétence universelle

Renseignements concernant les paragraphes 36 et 37

137. En ce qui concerne les actes de torture (au sens des articles 312a et 312b et des infractions visées à la section 25 du Code pénal), l'article 64 (par. 1, al. 4c) du Code pénal prévoit déjà une compétence nationale très large, s'agissant notamment des délinquants étrangers (voir l'art. 64 (par. 1, al. 4c c)) du Code pénal).

¹² Disponible à l'adresse <https://www.bmi.gv.at/508/start.aspx>.

Traité de 1982 entre l’Autriche et le Liechtenstein

– recommandation prioritaire

Renseignements concernant les paragraphes 38 et 39

138. Les personnes condamnées au Liechtenstein et détenues en Autriche conformément au traité susvisé jouissent des mêmes droits et des mêmes garanties juridiques que les autres personnes détenues en Autriche. Afin d’affirmer ou de réaffirmer ce fait, l’Autriche et le Liechtenstein ont signé une déclaration interprétative le 12 mars 2025¹³. On trouvera aux annexes II et III la déclaration originale et une traduction.

Armes à impulsion électrique

Renseignements concernant les paragraphes 40 et 41

139. En ce qui concerne le Ministère de l’intérieur, on peut dire que les Tasers ne font généralement pas partie de l’équipement ordinaire des membres des forces de l’ordre. Seuls les membres des unités spéciales et d’appui (par ex. EKO Cobra, WEGA, groupes d’intervention rapide) formés à cet effet disposent de Tasers dans le service de maintien de l’ordre et de patrouille. Depuis l’automne 2024, pendant une période d’essai (dont la durée n’avait pas été spécifiée) dans trois postes de police, leurs membres ont suivi une formation renforcée. Dans les centres de détention de la police, seuls les policiers spécialement sélectionnés et formés sont autorisés à utiliser un Taser. Ces policiers spécialement formés ne portent pas un Taser sur eux à tout moment. Ces armes sont mises sous clé séparément dans ces centres et, en cas de nécessité, ne sont remises que par un policier de garde à ce autorisé. La réglementation relative à leur déploiement et à la formation, de même que la formation et la formation continue annuelle, accordent la plus haute importance au respect des principes de nécessité et de proportionnalité, qui comprennent également ceux de subsidiarité et d’avertissement préalable. Chaque utilisation du Taser donne lieu à une enquête judiciaire et est également évaluée en interne. Le Bureau d’enquête est tenu de mener rapidement une enquête impartiale et approfondie si des indices ou des allégations donnent à penser que les Tasers ont été utilisés d’une manière disproportionnée ou inutile dans son domaine de responsabilité (voir par. 26 et 27 plus haut) et si l’on peut parler de mauvais traitements. Les mesures susmentionnées sont susceptibles d’avoir contribué à expliquer l’absence à ce jour de cas connus d’utilisation abusive ou de plaintes à cet égard.

140. De plus, tous les modèles de Taser utilisés en Autriche ont été examinés par l’Université technologique de Graz et son Institut d’ingénierie de la santé de l’Université technologique de Graz, et son centre européen de test des dispositifs médicaux, et les résultats des tests effectués ont été pris en considération dans la réglementation, la formation initiale et la formation continue. On voit que toutes les mesures imaginables ont été prises pour réduire au minimum les risques pour la santé des personnes concernées.

141. En ce qui concerne le Ministère de la justice, on peut dire que l’autorisation d’utilisation, les types d’utilisation, les risques de lésions, la qualification et la formation annuelle des agents pénitentiaires au maniement de cette arme de service, les soins médicaux prodigués aux détenus après son utilisation et l’obligation de notification à l’occasion de l’examen de cette utilisation sont réglementés par le décret relatif à l’adoption du Taser X2 comme arme de service en fonctionnement régulier. Pour les textes correspondants, on se reportera à l’annexe I.

142. Le point de contact unique a été créé au sein de la Direction générale de l’exécution des peines et des mesures privatives de liberté du Ministère et est disponible en permanence. Tous les incidents qui menacent la sécurité et l’ordre public dans les établissements pénitentiaires sont immédiatement signalés à la Direction générale ; cela vaut également pour l’utilisation des armes de service.

¹³ Journal officiel fédéral III n° 51/2025.

143. Le décret du 25 juin 2018 régit la procédure à suivre en cas d'allégations de mauvais traitements visant des agents pénitentiaires¹⁴. La procédure décrite au point B s'applique *mutatis mutandis* aux allégations de mauvais traitements visant des agents pénitentiaires. D'autres décrets font référence à des déclarations supplémentaires¹⁵.

Personnes intersexes

Renseignements concernant les paragraphes 42 et 43

144. L'Autriche adhère pleinement d'un point de vue médical aux recommandations formulées au paragraphe 43 a) à c).

145. Lors de la dernière législature, l'accord n'a pas pu se faire au sein du Gouvernement sur le projet de loi qui avait été établi. Ces travaux préliminaires seront poursuivis pendant l'actuelle législature, lors de laquelle on essaiera d'élaborer un nouveau projet de loi sur la question.

146. Le programme gouvernemental actuel relatif aux personnes intersexes énonce une réglementation claire qui protège les mineurs intersexes contre des interventions qui ne sont pas nécessaires pour des raisons de santé, avec la participation d'organisations d'autoreprésentation (comme l'AGS et VIMÖ) et le développement d'actions de sensibilisation du personnel de santé destinées à améliorer l'information sur l'intersexualité.

147. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme susvisé, on étudie différentes approches telles que la mise en place de conseils institutionnels et nationaux prenant des décisions pluridisciplinaires dans l'intérêt supérieur de l'enfant et fournissant des informations complètes aux intéressés.

148. Les données dont dispose le Ministère de la santé ne permettent pas de tirer des conclusions quant à l'absence d'indication médicale ou à une indication insuffisamment justifiée concernant certaines interventions. Étant donné le grand nombre de variantes que peuvent présenter les caractéristiques sexuelles qui s'écartent d'une certaine norme, il est également difficile de délimiter clairement une population ou un groupe de patients correspondant, car le classement des « variantes de caractéristiques sexuelles » ou « DSD » peut différer du sens potentiellement plus large et fondé sur les droits de l'homme du terme. Ces ambiguïtés en matière de délimitation peuvent également déboucher sur des cas qui pourraient être considérés comme relevant de l'intersexuation, mais auxquels des codes différents sont parfois attribués. De ce fait, la valeur des informations contenues dans un dossier médical ordinaire est limitée.

Mesures de lutte contre le terrorisme

Renseignements concernant les paragraphes 44 et 45

Processus législatif démocratique et strict respect des droits fondamentaux dans le contexte de la lutte contre le terrorisme

149. Pour l'Autriche, il est hautement prioritaire de lutter efficacement contre le terrorisme tout en respectant strictement les libertés et droits fondamentaux et en fournissant un appui aux victimes du terrorisme. L'attentat terroriste commis à Vienne le 2 novembre 2020 a été un choc aussi grave qu'inattendu. Face à cette tragédie, le Gouvernement a annoncé qu'il allait adopter un ensemble de mesures visant à combattre et à prévenir le terrorisme. Une commission d'établissement des faits a été créée et chargée d'enquêter sur la manière dont la police, le service de renseignement, les autorités judiciaires et les associations

¹⁴ Décret du 25 juin 2018 sur la procédure à suivre en cas d'allégations de mauvais traitements visant les organes de forces de sécurité et les agents pénitentiaires, BMVRDJ-S880.014/0013-IV/2018.

¹⁵ Décret du 6 mai 2015 sur la procédure à suivre en cas de signalement d'allégations d'infractions commises par des agents pénitentiaires ou de graves incidents au sujet desquels on ne peut écarter a priori un comportement répréhensible de la part des agents pénitentiaires, BMJ-V65301/0002-III 1/2015 (eJABl Nr. 19/2015) ; décret complémentaire du 2 juillet 2015 sur la procédure à suivre en cas de signalement d'allégations d'infractions [...], BMJ-GD13144/0001-II 1/2015 (eJABl Nr. 22/2015).

chargées de la déradicalisation ont réagi au comportement de K. F. avant l'attaque (*Untersuchungskommission*). Des négociations politiques ont débouché sur la rédaction d'un projet de loi sur la lutte contre le terrorisme¹⁶. La consultation publique sur le projet s'est achevée le 29 janvier 2021. Plus de 60 personnes et institutions ont saisi cette occasion de le commenter¹⁷. La commission d'enquête a rendu son rapport final le 10 février 2021¹⁸. Tous les commentaires ont été soigneusement analysés, ce qui a conduit à apporter plusieurs modifications au texte et aux notes explicatives. Le 7 juillet 2021, le Conseil national a adopté la loi fédérale modifiant le Code pénal, le Code de procédure pénale de 1975, la loi sur l'application des peines et la loi sur l'organisation des tribunaux pour lutter contre le terrorisme (Loi sur la lutte contre le terrorisme). À sa séance du 15 juillet 2021, le Conseil fédéral a décidé de ne pas s'opposer à la décision du Conseil national concernant la loi. Celle-ci a été promulguée le 27 juillet 2021¹⁹. Les modifications du Code de procédure pénale et la majorité des modifications du Code pénal sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2021. Les modifications des articles 52b et 53 du Code pénal (contrôle judiciaire des délinquants terroristes avec conférence de cas et surveillance électronique, ainsi que la possibilité d'une extension ou d'une répétition de la période de mise à l'épreuve), et les modifications de la loi sur l'application des peines et de la loi sur l'organisation des tribunaux sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022. On trouvera de plus amples explications et des informations détaillées sur ces modifications à l'annexe I.

150. La conformité de la législation sur le terrorisme avec les normes (internationales) relatives aux droits de l'homme a toujours revêtu un caractère hautement prioritaire en Autriche. La Convention européenne des droits de l'homme a le statut d'une loi constitutionnelle. Par conséquent, les droits qu'elle consacre doivent toujours être pris en considération lors de l'élaboration de nouvelles lois ; ils doivent l'être non pas seulement en tant qu'obligations internationales, mais aussi en tant que droits directement applicables et exécutoires. Conformément à l'article 140 (par. 1) n° 1 d) de la loi constitutionnelle fédérale, à lire en parallèle avec la première phrase de l'article 62a (par. 1) de la loi sur la Cour constitutionnelle (*Verfassungsgerichtshofgesetz*), toute personne qui, en tant que partie à une affaire qui a été jugée par un tribunal de première instance, affirme que l'application d'une loi inconstitutionnelle a porté atteinte à ses droits peut saisir la Cour constitutionnelle en lui demandant d'abroger cette loi en la déclarant inconstitutionnelle.

Rôle des tribunaux et mécanismes de contrôle indépendants

151. En Autriche, les tribunaux indépendants déclarent coupables ou acquittent une personne accusée à l'issue de l'examen au fond d'une affaire pénale. Cela s'applique aussi aux infractions pénales réprimées par l'article 247b du Code pénal et aux infractions liées au terrorisme, ainsi qu'aux mesures de contrôle judiciaire. Il y a lieu de souligner que la nouvelle disposition de l'article 52b du Code pénal prévoit expressément un « contrôle judiciaire dans les affaires pénales liées à des infractions de subversion et au terrorisme ainsi qu'au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre », ce qui veut dire que la décision quant au point de savoir si la surveillance électronique est « absolument nécessaire » est prise par un tribunal indépendant et réexaminée au moins une fois par an. Par conséquent, il incombe également au tribunal de convoquer une conférence de cas (*Fallkonferenz*) avant la fin de la première moitié de la période de contrôle judiciaire pour évaluer le comportement du délinquant pendant ce contrôle et décider des mesures à prendre pour assurer le respect des instructions.

152. Par ailleurs, pendant l'instruction, le parquet doit solliciter auprès des tribunaux indépendants l'autorisation de prendre certaines mesures d'enquête (telles que la fouille de certains lieux, les examens physiques, la surveillance des communications, la vidéosurveillance et l'audiosurveillance des personnes) (art. 105 du Code de procédure pénale).

¹⁶ Projet d'arrêté ministériel en vue d'une loi fédérale modifiant le Code pénal, le Code de procédure pénale de 1975, la loi sur le système pénitentiaire et la loi sur l'organisation des tribunaux pour lutter contre le terrorisme.

¹⁷ Accessible au public sur www.parlament.gv.at.

¹⁸ Accessible au public sur www.bmi.gv.at/downloads/Endbericht.pdf.

¹⁹ Journal officiel fédéral I n° 159/2021.

153. Chaque mesure prise par le parquet fait l'objet d'un contrôle judiciaire. En vertu de l'article 106 (par. 1) du Code de procédure pénale (« Objections formulées pour violation des droits » (*Einspruch wegen Rechtsverletzung*)), toute personne alléguant que la partie poursuivante a violé ses droits individuels pendant l'instruction peut soulever des objections devant le tribunal si :

- L'exercice d'un droit visé par le Code de procédure pénale lui a été refusé, ou si
- Une mesure d'enquête ou de contrainte a été approuvée ou exécutée en violation de dispositions du Code de procédure pénale.

154. De plus, les missions du Commissaire à la protection juridique (*Rechtsschutzbeauftragter*) offrent des mécanismes de contrôle supplémentaires pendant l'instruction pénale préparatoire.

155. Le Commissaire à la protection juridique est chargé d'évaluer et de contrôler certaines instructions, autorisations et approbations, ainsi que l'exécution de certaines mesures d'enquête au cours de l'instruction (art. 147 (par. 1) du Code de procédure pénale), comme les enquêtes sous couverture (art. 131 (par. 2) du Code de procédure pénale), le couplage de données au moyen de la collecte électronique de données (art. 141 du Code de procédure pénale) ou la surveillance vidéo et audio de personnes (art. 136 (par. 1) n° 3 du Code de procédure pénale). Il doit posséder des connaissances et des compétences spéciales dans le domaine des libertés et droits fondamentaux et avoir exercé pendant un certain temps une activité professionnelle dans le domaine du droit pénal et du droit de la procédure pénale. Il exerce ses fonctions en toute indépendance et n'est lié par aucune directive.

156. Les parquets ne peuvent recevoir d'instructions que dans les cas prévus par la loi et par écrit (art. 29c et suiv. de la loi sur le ministère public). Il s'agit en particulier des cas où une directive doit leur être donnée en ce qui concerne le traitement d'une affaire particulière et les affaires faisant l'objet d'une couverture médiatique répétée et suprarégionale ou portant sur les critiques répétées du public à l'égard des méthodes du Bureau du Procureur et du Département des enquêtes criminelles, ou pour des raisons de partialité. Une copie d'une instruction doit être versée au dossier de l'enquête pendant la phase d'instruction et accompagner la demande de décision judiciaire dans les phases de jugement et d'appel. En tout état de cause, les mesures prises par le ministère public à la suite d'une instruction font également l'objet d'un contrôle judiciaire.

157. Les actes du Ministre de la justice sont également soumis à un contrôle parlementaire. De plus, le Conseil consultatif des directives ministérielles (*Weisungsrat*) doit donner des avis au Ministre de la justice, qui est l'organe suprême habilité à établir les directives à suivre par les parquets. Les membres du Conseil exercent leurs fonctions en toute indépendance et ne sont liés par aucune instruction. Si le Ministre de la justice ne tient pas compte de l'avis du Conseil, cet avis et les raisons pour lesquelles il n'en a pas été tenu compte doivent figurer dans le rapport annuel que le Ministre adresse au Conseil national et au Conseil fédéral sur les instructions qu'il en a reçu à l'issue de la procédure correspondante.

158. Le Bureau d'enquête et de plainte intervient aussi dans le cadre des opérations de lutte contre le terrorisme (voir aussi les renseignements concernant les paragraphes 34 et 35 au sujet des responsabilités en matière de personnel et des responsabilités fonctionnelles). De ce fait, il est tenu de conduire également dans ce domaine des enquêtes rapides, impartiales et efficaces sur des allégations de mauvais traitements effectifs ou présumés.

159. Enfin, en matière d'enquêtes sur des infractions liées au terrorisme, il ne faut pas oublier que, d'une manière générale, tous les organes ayant à traiter une affaire pénale (police, parquet, tribunal) doivent en toutes circonstances faire preuve d'objectivité et informer le délinquant présumé de ses droits procéduraux. Surtout, les autorités judiciaires sont strictement tenues de présenter des éléments de preuve tant à charge qu'à décharge. La non-divulgaration d'éléments de preuve et de dossiers n'est autorisée que dans la mesure où l'on peut supposer que leur divulgation pourrait nuire à l'enquête.

160. En ce qui concerne les personnes assignées à résidence avec surveillance électronique, le contrôle est assuré par un centre missionné à cette fin par le tribunal (art. 52b (par. 4) troisième phrase du Code pénal)²⁰.

Violence fondée sur le genre

Renseignements concernant les paragraphes 46, 47 a) ou b)

161. Toutes les affaires signalées de violence à l'égard des femmes donnent d'ores et déjà lieu à des poursuites d'office (art. 2 (par. 1) et 2) du Code de procédure pénale). Dans le cas des infractions violentes de ce type, la déclaration de culpabilité est propre à chaque cas d'espèce et ne peut être garantie d'une manière générale. Il convient d'ailleurs de rappeler que le tribunal tranche en toute indépendance la question de la culpabilité et celle de la sanction. Pour ce qui est du caractère « approprié » de la peine, il y a lieu d'observer que c'est le législateur qui détermine la peine précise à laquelle s'expose l'auteur d'une infraction.

162. Le Ministère de la justice a publié un décret sur les directives portant sur la poursuite des infractions commises dans l'environnement social²¹. Tenant compte des spécificités des poursuites pénales observées dans ce domaine (par ex. difficulté de trouver des preuves et, dans certaines affaires, infractions commises sur de longues périodes sans preuves objectives ; utilisation du droit de ne pas témoigner) et du fait que les ONG (centres d'hébergement pour femmes, Centre d'intervention de Vienne, etc.) exigent constamment que l'on examine plus sérieusement la possibilité d'un placement en détention, le décret vise à présenter d'une manière synthétisée aux procureurs les prescriptions particulières relatives aux activités d'investigation et l'état actuel de la recherche de solutions, notamment dans le domaine de la violence familiale à l'égard des femmes. L'accent est mis sur la réunion d'une vaste collection d'éléments de preuve, la coopération entre le Bureau du Procureur et le Département des enquêtes criminelles, la question de la détention, notamment l'évaluation de la menace que représente l'accusé, et les caractéristiques spéciales du service du journal du Procureur. Les explications prennent également une importance particulière lorsqu'il s'agit de connaître tous les éléments de l'affaire pour pouvoir évaluer sur une base factuelle fiable la probabilité d'une déclaration de culpabilité et la décision finale du Bureau du Procureur, compte tenu de tous les éléments de preuve disponibles. Les services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence, encore en phase pilote, sont également destinés à fournir des éléments de preuve objectifs fiables à partir des informations recueillies sur les lésions (voir plus loin).

163. La deuxième édition révisée du décret²² a visé à améliorer encore la communication entre le Bureau du Procureur et le Département des enquêtes criminelles afin d'élucider pleinement les éléments de l'affaire et les motifs de la détention, l'évaluation de la menace que représente l'auteur de l'infraction et la situation particulière des victimes de la violence familiale, à garantir une documentation compréhensible sur les décisions du Procureur et à adopter des innovations juridiques transitoires (par ex. art. 38a de la loi sur la police de sécurité, *Sicherheitspolizeigesetz*). Pour s'assurer que tous les aspects sont déjà pris en considération dans le service du journal lorsque les ordonnances du ministère public sont délivrées, une présentation des circonstances pertinentes sous forme de liste récapitulative a été établie et annexée.

164. L'actuelle troisième édition²³ du décret souligne en outre le principe d'immédiateté et l'organisation directe de la recherche d'éléments de preuve par le Bureau du Procureur en formulant les objectifs de l'interrogatoire direct des suspects par les bureaux des procureurs

²⁰ Article 52b (par. 4) troisième phrase du Code pénal : en ce qui concerne les personnes assignées à résidence avec surveillance électronique, le contrôle est assuré par un centre missionné à cette fin par le tribunal.

²¹ Décret du 3 avril 2019 sur les directives portant sur la poursuite des infractions commises dans l'environnement social, BMVRDJ-S1068/0003-IV 5/2019.

²² Décret du 17 décembre 2020 sur les directives portant sur la poursuite des infractions commises dans l'environnement social, 2^e édition, 2020-0.804.897.

²³ Décret du 1^{er} octobre 2021 sur les directives portant sur la poursuite des infractions commises dans l'environnement social, 3^e édition, 2021-0.538.674.

chaque fois que cela est possible et en faisant participer le Bureau du Procureur aux conférences de cas de la police de sécurité (art. 22 (par. 2) de la loi sur la police de sécurité). La participation aux conférences de cas peut, dans certaines affaires, accélérer la communication des résultats des enquêtes et de nouvelles méthodes d'enquête.

165. La nouvelle édition s'attache également à améliorer la situation sur le plan des données relatives à la violence familiale. Pour la première fois, ce décret donne une définition normalisée de la violence familiale utilisable partout en Autriche afin de combler les lacunes existantes en matière de données et de faire en sorte que les données se prêtent à une comparaison internationale. Sur cette base, le travail scientifique et les débats sur de nouvelles mesures de prévention peuvent commencer.

Favoriser la création de services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence

166. S'agissant en particulier des procédures en lien avec la violence dans l'environnement social et, notamment, la violence à l'égard des femmes, la constatation des lésions sur la base de faits objectifs recueillis le plus tôt possible est un élément de preuve déterminant. S'il intervient en temps voulu et s'il est efficace, l'examen médical et médico-légal des victimes de la violence offre une base factuelle objective et, de ce fait, renforce la probabilité d'une déclaration de culpabilité.

167. Les projets de recueil d'informations sur les lésions des victimes de violences et de mauvais traitements actuellement exécutés par l'Unité d'examen médico-légal de l'Institut de diagnostic et de recherche en médecine légale de l'Université de médecine de Graz, l'Unité d'examen médico-légal pour enfants et adolescents FOKUS de l'Hôpital général de Vienne, la boîte à outils pour médecins et une initiative de la Société autrichienne de médecine au service de la protection de l'enfance sont des solutions individuelles, dont certaines ne font d'ailleurs pas appel à des compétences médico-légales spécialisées. Elles ne se rapprochent que dans une mesure limitée de ce que l'on peut, au regard des normes internationales, considérer comme un service de consultation ambulatoire pour victimes de la violence.

168. Le projet de service de consultation ambulatoire pour victimes de la violence a été examiné conjointement par le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur, la Direction générale des femmes et de l'égalité de la Chancellerie fédérale et le Ministère de la santé. L'étude réalisée à leur demande sur la situation de la médecine légale et l'élaboration d'un document d'orientation concernant la création de services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence a été présentée lors du sommet sur la protection des victimes de la violence qui s'est tenu le 6 décembre 2022.

169. Dans le cadre du débat interministériel sur le thème des services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence et de la médecine légale engagé en 2023, les participants se sont entendus sur la nécessité de faire avancer rapidement le projet de services de consultation en question. On a constitué un comité directeur interministériel pour définir les principales exigences de résultats pour ces services.

170. Le cadre juridique de la création à l'échelle du pays de services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence devant accueillir gratuitement les personnes touchées par la violence pour des examens indépendants de la procédure a été créé sous la forme de la loi sur la promotion de la prise en charge en ambulatoire des victimes de la violence (*Gewaltambulanzenförderungs-Gesetz*²⁴). Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2024 (art. 5 de la loi).

171. Un accord administratif a été conclu entre le Ministère de la justice (responsable), la Direction générale des femmes et de l'égalité de la Chancellerie fédérale, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la santé pour la mise en œuvre des deux projets pilotes pendant une période initiale de trois ans (régions modèles Est et Sud, premiers services de consultation ambulatoire créés en coopération avec les Universités de médecine de Graz et de Vienne), et les accords de financement correspondants pour Graz et Vienne ont également été conclus.

²⁴ Journal officiel fédéral I n° 79/2024.

172. Le service de consultation ambulatoire pour victimes de la violence de Graz s'est ouvert en mai 2024 et celui de Vienne au début de 2025.

173. Il s'agit de fournir graduellement et en permanence un accès à l'échelle nationale à ces centres d'examens médico-légaux à bas seuil.

174. Les victimes de violence physique ou sexuelle devraient pouvoir s'y faire examiner gratuitement et indépendamment de la procédure. D'un autre côté, ces services de consultation ambulatoire garantissent que les résultats des examens peuvent être utilisés dans le cadre d'une procédure pénale et sont directement adressés aux services de protection des victimes.

175. Dans la phase finale d'expansion du projet, il devrait être possible d'offrir les services correspondants aux personnes touchées par la violence à Vienne, en Basse-Autriche et dans le nord du Burgenland (région modèle de l'Est) ainsi qu'en Styrie, en Carinthie et dans le sud du Burgenland (région modèle du Sud).

176. Les projets pilotes sont en cours d'évaluation scientifique avant un déploiement au niveau national. Pour la préparer, les projets pilotes ont recueilli des données à fournir aux évaluateurs externes. Les données ont été coordonnées et convenues contractuellement entre les ministères du comité directeur et avec les services de consultation ambulatoire.

177. Les foyers de protection relèvent de la responsabilité des régions fédérées, sur le plan législatif comme sur celui de la mise en œuvre effective, conformément à l'article 15 (par. 1) de la loi constitutionnelle fédérale, à l'exception des cas où existe une responsabilité nationale de prise en charge. En outre, le Centre d'intervention pour les victimes de la traite des femmes (*Interventionsstelle für Betroffene von Frauenhandel*) exerce sa responsabilité nationale de fourniture de foyers et d'une assistance. Ses ressources financières sont actualisées chaque année en fonction de l'inflation et du nombre de victimes bénéficiant d'une assistance. En outre, au moins 180 places supplémentaires seront créées à l'échelle du pays d'ici à la fin de 2025 grâce à un don à des fins spéciales dans le cadre de la convention 15a.

178. Comme il n'est pas possible de prévoir le budget fédéral que le Conseil national adoptera pour 2025, il est actuellement impossible d'indiquer le montant des fonds qui seront disponibles pour l'année à venir. La coopération étroite avec les ONG dans le domaine de la violence fondée sur le genre sera poursuivie ; on mentionnera en particulier la stratégie de protection contre la violence présentée en juillet 2024 pour la coordination et la collaboration en réseau, qui met l'accent sur l'accompagnement des femmes touchées par la violence en Autriche. Dans le cadre de cette stratégie, on prévoit de tenir régulièrement des réunions de coordination et de collaboration en réseau avec les centres de conseil pour les femmes et les filles, les centres de conseil pour les femmes victimes de violence sexuelle, les centres de protection contre la violence et les autres centres de conseils concernés. Une journée de coordination et de collaboration en réseau a été organisée le 14 mai 2024.

Mesures prises par les régions fédérées

179. Dans le Vorarlberg, le centre d'hébergement d'urgence pour femmes de l'Institut des services sociaux (*ifs Frauennotwohnung*) a été installé dans trois appartements contigus. Les femmes qui sont menacées et touchées par la violence peuvent y être rapidement et facilement logées avec leurs enfants. Au total, 16 places d'hébergement supervisé sont disponibles. Les femmes qui ont connu la violence fondée sur le genre peuvent également bénéficier d'un soutien psychosocial leur permettant d'échanger sur ce qu'elles ont vécu et sur leurs perspectives d'avenir. Un budget annuel d'environ 850 000 euros est disponible pour le centre d'hébergement d'urgence et les appartements. Il est fourni par le Fonds social du Vorarlberg. De plus, le centre de conseil pour femmes de l'Institut des services sociaux, qui apporte son assistance aux femmes et aux filles touchées par la violence sexuelle, est subventionné par la région fédérée à hauteur d'environ 15 000 euros par an.

180. Le soutien (financier) apporté aux centres de protection contre la violence à l'égard des femmes à **Vienne**, constamment augmenté, repose sur les trois éléments de base suivants :

181. Soutien financier quasi complet et constant de l'Association viennoise des centres d'hébergement pour femmes (*Verein Wiener Frauenhäuser*) par la ville de Vienne (Service des femmes de Vienne – *Frauenservice Wien*). Depuis janvier 2023, un cinquième centre

d'hébergement pour femmes répond spécifiquement aux besoins des jeunes femmes touchées par la violence. Au total, les cinq centres de Vienne mettent 228 places à la disposition des femmes en situation de violence grave et de leurs enfants. En outre, il existe 54 logements de transition et un centre largement accessible de conseil pour les femmes touchées par la violence familiale et la violence entre partenaires. En d'autres termes, Vienne dépasse actuellement l'objectif recommandé d'une place en centre d'hébergement pour femmes pour 10 000 habitants.

182. Service de conseil fonctionnant en permanence pour les femmes âgées de 14 ans et plus touchées par la violence : c'est la ligne téléphonique d'urgence pour les femmes gérée par le Service des femmes de Vienne ; il s'agit donc d'un centre de conseil relevant de l'administration de la ville de Vienne. La ligne d'urgence fournit des conseils par téléphone, personnels et par courriel, ainsi qu'un soutien et une aide juridique aux femmes et aux filles âgées de 14 ans et plus victimes de la violence. Tous les services de conseil, la collaboration en réseau, la formation continue, les conférences et les campagnes de sensibilisation et d'information sont financés par la ville de Vienne. Les membres du personnel de ce centre de protection contre la violence sont des employés municipaux. Ce centre existe depuis plus de 25 ans.

183. En outre, le Service des femmes de Vienne a financé d'autres associations de conseil et de protection contre la violence, dans certains cas depuis sa création en 1992, sous la forme de contrats d'une durée de trois ans, ce qui leur donne un niveau de sécurité plus élevé et leur apporte une certaine sécurité en matière de planification, et exige de mobiliser moins de ressources que pour des demandes annuelles. C'est assurer un montant maximal de ressources pour le travail à mener auprès des femmes et des filles concernées et créer pour les femmes de Vienne un service de conseil stable et permanent.

184. Les projets prévus pour 2025 à Vienne sont présentés à l'annexe I.

Formation

Renseignements concernant les paragraphes 48 et 49 a)

185. En ce qui concerne le Ministère de l'intérieur, on peut dire que le programme de formation de base de la police et des membres de la police occupant des postes de niveau moyen comporte un module pluridisciplinaire sur les droits des personnes détenues. Pour ce qui est des droits de l'homme et du comportement de la police de sécurité, on organise l'acquisition des compétences juridiques, tactiques et d'encadrement de l'action qui garantissent que les personnes détenues sont traitées conformément aux normes relatives aux droits de l'homme. Les libertés et droits fondamentaux font l'objet de trois modules du cours de formation de base. Deux modules sont consacrés au mécanisme national de prévention. Le droit pénal et le droit de procédure pénale sont traités dans six modules, les résultats de l'examen des lésions corporelles et les avis d'experts les concernant dans quatre modules, la criminalistique et la théorie de l'apparence dans deux modules, et le recueil d'informations sur la torture et la traite des personnes dans deux autres modules.

186. En ce qui concerne le Ministère de la justice, on se reportera aux renseignements concernant les paragraphes 14 et 15 et la formation des juges et des procureurs.

187. La loi fédérale sur la création et l'organisation du Bureau fédéral de lutte contre la corruption prévoit pour les agents du Bureau d'enquête et de plainte une formation spéciale aux enquêtes sensibles qu'ils sont appelés à mener. Cette formation comprend des modules sur les droits de l'homme et la psychologie appliquée. Elle porte sur les normes internationales en matière d'enquête, notamment le Protocole d'Istanbul. Elle met particulièrement l'accent sur l'interdiction de la torture. Par ailleurs, des questions intersectorielles intéressant la formation, telles que la « culture policière », sont présentes tout au long du processus.

188. S'agissant de la formation du personnel médical, les membres des professions médicales ont une obligation de formation en cours d'emploi. Par conséquent, le contenu de la formation recommandée peut être dispensé dans le cadre de programmes de formation continue. On garantit ainsi que les personnels de santé disposent des qualifications requises au sens de la Convention. On se référera également aux renseignements concernant les paragraphes 32 et 33.

189. Les médecins travaillant pour le Ministère de l'intérieur (médecins de la police) suivent une formation qui s'inscrit dans le cadre du programme de formation de base accrédité par l'Association médicale autrichienne (programme de formation des médecins de la police).

190. On peut citer en exemple le service de consultation ambulatoire pour victimes de la violence sexuelle de l'Hôpital de Dornbirn, où ces personnes peuvent se faire examiner par des spécialistes qualifiés à n'importe quelle heure de la journée et à n'importe quel moment de l'année. Le personnel médical a suivi une formation spéciale aux examens médico-légaux (consignation correcte des informations, préservation des preuves, documentation photographique, communication avec les victimes, etc.). Voir également les commentaires sur les services de consultation ambulatoire pour victimes de la violence dans les renseignements concernant les paragraphes 46 et 47.
